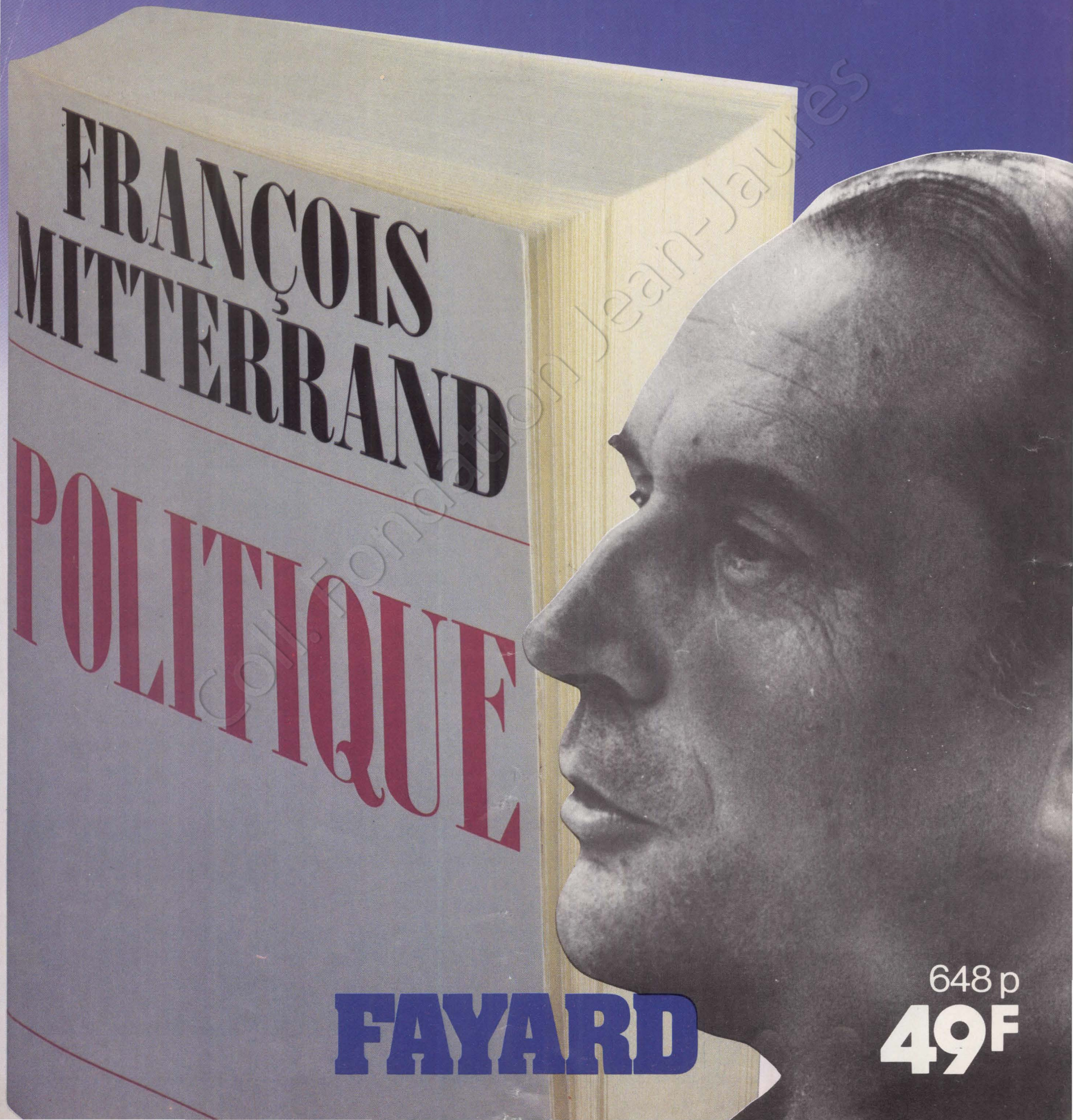
l'unité

N° 283 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 17-23 février 1978



CET HOMME EST DANGEREUX

“Une mémoire neuve de ma propre existence”



© Jean-Jaurès
Collection

FAYARD

648 p

49F

sommaire

FRANCE

7
L'éditorial de Claude Estier

8
Chiffrage socialiste : les promesses seront tenues

10à15
ELECTIONS 1978
A L'ASSAUT DES FIEFS DE LA DROITE, par Gérard Le Gall

- *Vichy : Jean-Michel Bélorgey contre un notable radical*
- *Périgueux : Christian Defarge contre le lieutenant de Chirac*
- *Paris XVIIe : Colette Kahn contre le clan Missoffe*
- *Saint-Dié : Christian Pierret contre le chantre du travail manuel*
- *Lille : Denise Cacheux contre un fief taillé sur mesure*
- *Soissons : Bernard Lefranc contre un ministre démonétisé*
- *Beauvais : Walter Amsallem contre une fortune*
- *Paris XIVe : Edwige Avice contre un requin du R.p.r.*
- *Meudon : Henri Neuville contre le grand vicaire du R.p.r.*

LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

24
Cette semaine André Henry, secrétaire général de la Fen, répond aux questions de Jean-Pierre Moulins



16
Rapatriés : Une dette d'honneur, par Marie-José Bernardot



MONDE

21
Espagne : Arlequin bâillonné, par Jean-Paul Liégeois

22
Portugal : Le rêve est passé, par Guy Perrimond

SOCIETE

26
Les petits princes de Marne-la-Vallée, par Nicole Du Roy et Maryse Wolinski

28
Lettre ouverte à Gisèle Halimi, par Gabrielle Rolin

CINEMA

30
Elles toutes, par Serge Richard
Un viol très ordinaire, par Christine Cottin



photos et dessins

Bodis (page 17), Coureuil (pages 10, 16, 21, 28), Pascal Lebrun (pages 11, 13, 15, 24, 25, 26, 27), Schatzberg (page 19), A.M. Simmond (page 5), Solo (pages 1, 11, 13, 15, 23, 33, 34), Sygma (pages 6 et 9).

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liègeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Francis Pisani. Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

DOCUMENTATION
Véronique Néiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.

Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité

Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD DE MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- ▶ abonnement d'un an (150 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

CET HOMME EST DANGEREUX

A quoi pensaient-ils ces militants R.p.r. chantant, l'œil tourné vers le « chef » : « Qu'un sang impur abreuve nos sillons » ? Moi, bêtement, j'ai songé qu'ils pouvaient penser au nôtre...

Chirac dangereux... Chirac l'homme de la droite musclée... Chirac ambitieux... Chirac qui prépare déjà des lendemains de combat, au cas où la gauche remporterait les élections...

Tout le monde sait cela depuis longtemps. Mais nous avons tous fini par nous habituer à ses coups de gueule au point de les attendre sans les voir venir, au point de ne plus prêter grande attention à ce qu'il dit et fait.

Depuis quelque temps, j'avais l'impression qu'il ronronnait. J'aurais pourtant dû me méfier, car un cabotin de cet acabit ne peut accepter la discrétion que s'il prépare quelque chose d'énorme. Et, de fait, l'animal sillonne son Hexagone avec une combativité digne de meilleures causes.

Un homme politique qui a déjà traversé soixante départements, visité trois cents villes, rencontré plus d'un million de Français, est quelqu'un de sérieux qu'il ne faut pas prendre à la légère, quelqu'un qui travaille. J'ai ai d'ailleurs eu la preuve en feuilletant une brochure du R.p.r. où l'on voit l'ancien Premier ministre au milieu d'une cour de ferme, prenant des notes sous la dictée d'un bon gros paysan inspiré qui regarde le ciel.

Des costauds un peu gras

Presque par hasard, j'ai assisté au meeting qu'il a tenu à Evreux le 7 février pour soutenir le jeune candidat Jean-Louis Debré, fils de l'ancien Premier ministre. Le spectacle était impressionnant. Je crains d'ailleurs qu'il n'ait été largement conçu pour cela. Pas de police municipale autour du chapiteau, mais un service d'ordre extraordinairement musclé et omniprésent. Des costauds un peu gras, mais qui sont plus souvent acteurs qu'à leur tour. C'est à Evreux que, dans la nuit du 13 au 14 janvier, un commando du Sac en treillis de combat a rossé des colleurs d'affiches du Parti socialiste. Commando qui, depuis plusieurs années, écume matraque au poing les villes de la région. Les mêmes sans doute chez lesquels on a trouvé récemment un important stock d'armes de guerre. Le Sac fournissait donc l'encadrement du service d'ordre, mais le gros des troupes avait été recruté dans les bars de la ville pour la modique somme de « vingt sacs la soirée ». Les journalistes d'Evreux ont reconnu parmi eux « des repris de justice, proxénètes notoires et autres spécialistes du coffre-fort ».

Déjà mis en condition, j'ai à peine eu le temps de trouver un siège que j'étais cueilli de plein fouet par le ton grasseillant, vulgaire et bassement agressif d'un conseiller municipal de Pacy-sur-Eure, qui s'en prenait aux « irresponsables qui font à E.d.f. des coupures de courant sans penser qu'à cause d'eux des gens meurent dans les hôpitaux » ! Tout fait de hargne, il crachait son discours au fusil mitrailleur avec une violence à vous couper le souffle tant dans le ton que dans les propos.

J'en ai retenu que les communistes d'Evreux ne sont que « soviétiques », que le P.s. est le « parti du brouillard » et « Mitterrand un fil-de-fériste face auquel notre unique action est de lui couper le fil sous le pied ». Mais le plus important est peut-être qu'il se prétendait pourfendeur du capital autant que de la « gauche révolutionnaire » en des termes qui, proférés hors de toute analyse politique, ne sont que démagogie. Ainsi attaque-t-il dans la gauche des anciens ministres de la IVe, « du temps où l'on tirait sur les ouvriers », les « possesseurs de riches villas », les « négateurs de la foi » et autres « chrétiens progressistes ».

Le « refus du capitalisme et du collectivisme » devait être repris avec force par l'orateur suivant, représentant régional de l'Action ouvrière et professionnelle, qui veut regrouper dans les entreprises les militants du R.p.r. : l'A.o.p. se prononce « contre le chômage régulateur, pour la participation, pour l'association des ouvriers à la vie de l'entreprise », mais se propose également de « démanteler une fois pour toute l'action de la C.g.t. et de la C.f.d.t. ».



Est-ce pour faire passer l'amère pilule ? La tribune est séparée du public par un massif de fleurs roses et mauves. Elles figureront sur les photos de ce meeting — et pas les gros bras du Sac, infiniment plus présents pourtant. Les notables qui font face à la foule sont de deux genres : jeunes cadres dynamiques bien portants, cheveux courts et complets croisés, vieux notables défraîchis et légion d'honneurisés, à l'œil bovin mais calculateur. Le public est venu nombreux, malgré la pluie ; plus de deux mille personnes qui s'entassent sous un chapiteau de toile pour entendre la messe gaulliste et les litanies de ses dirigeants. Mais il ne faut pas se tromper : l'assistance est composite, jeunes et vieux ouvriers, cadres et paysans, il y a de tout.

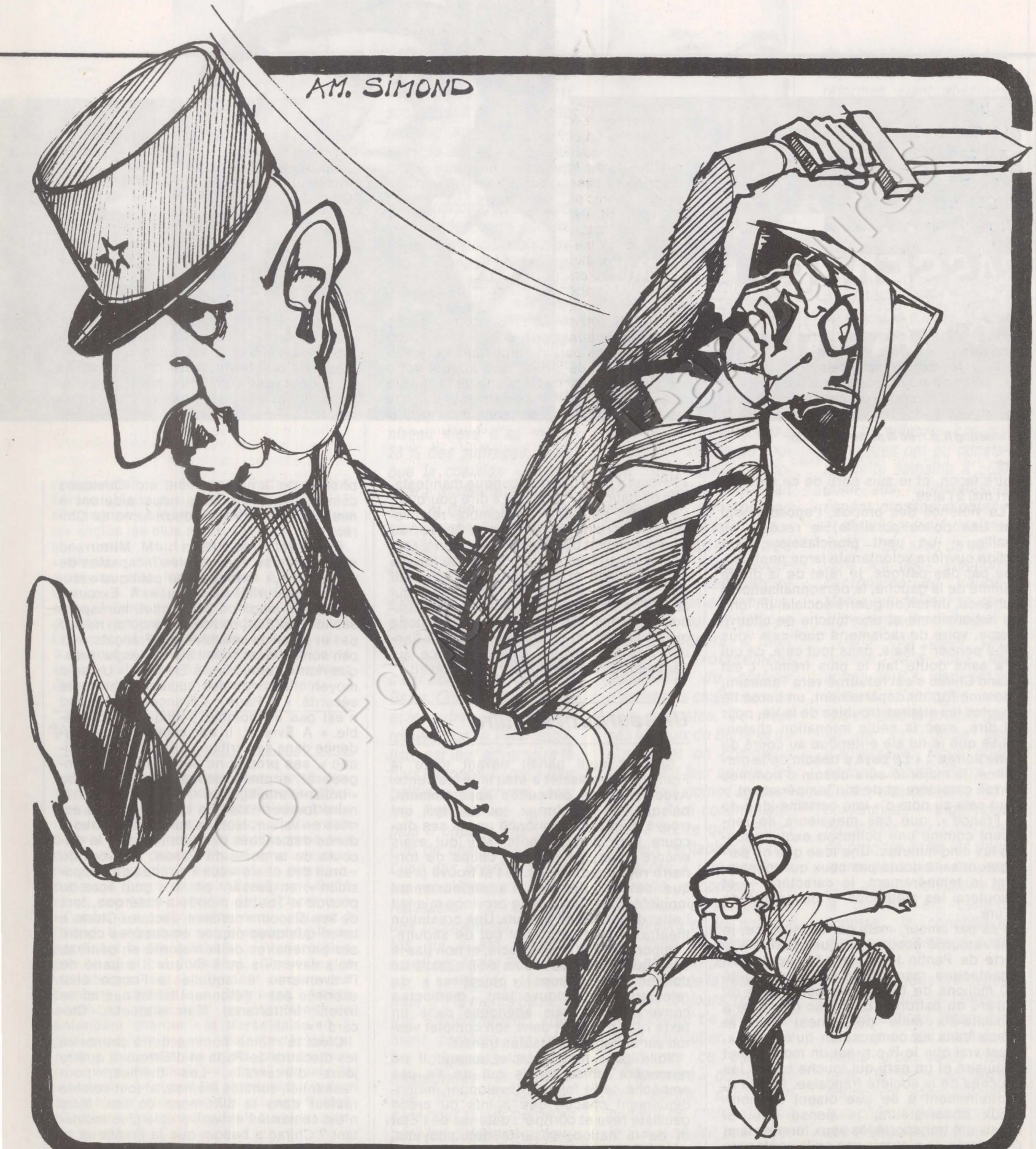
La puissance avant tout

Jacques Chirac « prend » enfin la parole, vers 10 heures du soir. Il la gardera pendant cinquante minutes, et terminera sourire aux lèvres, en pleine forme. Moi, j'avais l'impression d'être passé dans les palettes d'une bétonnière. Pas une seconde de répit. La voix grave ne manque pas de beauté à l'oreille de ceux qui aiment la puissance avant tout. Mais elle vous est jetée dans la tête, qu'elle remplit assez pour ne plus laisser la moindre place à l'attention, à la réflexion.

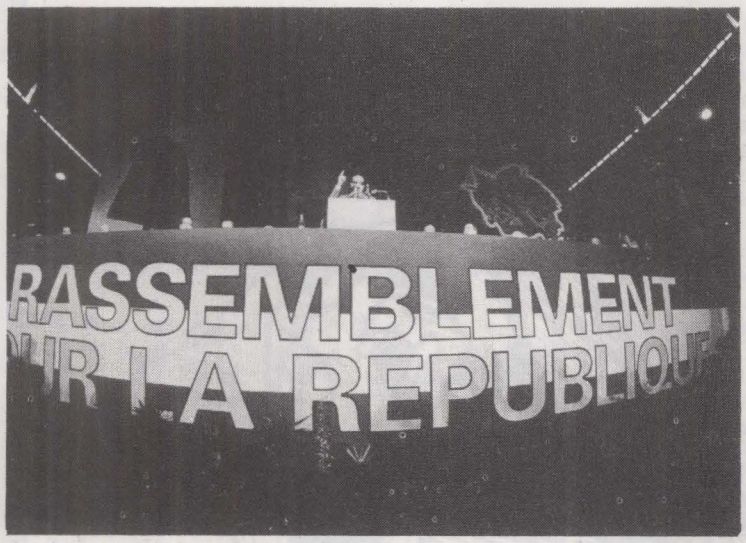
Ceux qui n'ont vu Chirac qu'à la télévision, capable de sourire ou de parler avec calme, ne peuvent imaginer la brutalité de son attitude quand il se croit loin des journalistes nationaux ou étrangers. S'il essaie de se contrôler devant les caméras, il se libère en leur absence. Les propos sont martelés sur le pupitre de l'orateur, hachés d'un index toujours tendu, à la fois dénonciateur et intransigeant. Quant à l'homme il porte beau pour ceux qui aiment. Il tranche, en tout cas, avec les gueules chafouines de ceux qui l'entourent. Bouche de carnassier, gravité de mâle, lunettes d'intellectuel, cheveux plaqués de Valentino ambitieux, il flatte par son âge et son dynamisme les Dupont-Lajoie honteux, auxquels il s'adresse de préférence. Un homme valorisant.

Rien d'étonnant, alors, qu'il soit encensé de telle manière. Le culte de la personnalité est moins spontané, plus organisé, mais pas moins important que du temps du général. Il tient presque lieu de programme. Ne voit-on pas, au revers des plus convaincus, un badge avec la gueule du fauve entourée de cette proclamation de foi : « Chirac... j'y crois » ? Moi aussi, d'une

→



"Nous gagnerons ensemble cette bataille de France." (J. Chirac)







Le meeting R.p.r. de la porte de Pantin.

→

autre façon, et je suis sorti de ce meeting fort mal à l'aise.

La violence des propos, l'encadrement par une police parallèle, le recours au « milieu », un parti pluriclassiste, une action ouvrière volontariste largement utilisée par des patrons, le rejet de la droite comme de la gauche, la personnalisation à outrance, un ton de guerre sociale, un fond de nationalisme et une touche de chauvinisme, voire de racisme, à quoi cela vous fait-il penser ? Mais, dans tout cela, ce qui m'a sans doute fait le plus frémir, c'est quand Chirac s'est retourné vers Tomasini, l'homme fort du département, un baron lié à toutes les affaires troubles de la Ve, pour lui dire, avec la seule intonation chaleureuse que je lui aie entendue au cours de cette soirée : « Le pays a besoin de ta personne, la majorité aura besoin d'hommes de ton caractère et de ton tempérament. » Tout cela au nom d'« une certaine idée de la France », que ces messieurs se renvoient comme une politesse exquise toutes les cinq minutes. Une idée que ne partageront sans doute pas ceux qui connaissent le tempérament, le caractère — et j'ajouterai les méthodes — du député de l'Eure.

Pas par amour, mais par conscience, je suis retourné écouter Jacques Chirac à la porte de Pantin le samedi 11 février. Un gigantesque rassemblement qui a coûté 400 millions de francs. Du bon usage du milliard du patronat. Le public (soixante à soixante-dix mille personnes) était le même dans sa composition qu'à Evreux. C'est vrai que le R.p.r. est un mouvement populaire et un parti qui touche toutes les couches de la société française. Pourtant, contrairement à ce que disent de nombreux observateurs, je pense que, si j'avais été transporté les yeux fermés dans cette foule, je n'aurais pas pu la confondre longtemps avec celle de la fête de « l'Huma » ou d'une quelconque manifestation de gauche. J'ai du mal à dire pourquoi. Cela tient peut-être au nombre relativement important de personnes âgées, au faciès arrogant des bourgeois qu'on y rencontre ou au très faible nombre de jeunes entre dix-sept et vingt-cinq ans. Un petit rien, en tout cas, mais considérable, qui fait qu'on ne peut confondre la manifestation du 30 mai 1968 et les défilés de gauche qui nous mènent régulièrement de la Bastille à la République. Une différence qui tient peut-être à la longueur d'un cheveu.

Un seul but : séduire

Sachant qu'il parlait devant toute la France, le carnassier s'était limé les dents. Avec quelques difficultés apparemment, puisque de nombreux journalistes ont trouvé qu'il avait prononcé un de ses discours les plus violents. Moi qui avais encore dans l'oreille ses coups de tonnerre répétés d'Evreux, je l'ai trouvé presque patelin. Ce qui m'a sérieusement inquiété. Son discours de province m'a fait l'effet de ne pas en être un. Une prestation théâtrale ayant pour seul but de séduire. L'important était le spectacle, et non pas le contenu. A Paris du moins a-t-il essayé de donner des raisons « objectives » de rejoindre son mouvement, médiocres convenons-en, mais agencées dans un texte lu. Il tranchait dans son complet veston sur un fond de notables transis.

Voilà pour le spectacle, auquel il ne renoncera jamais, mais qui ne l'a pas empêché cette fois de développer méthodiquement chacun des points du credo gaulliste revu et corrigé : défense de l'Etat et de la nation, sécurité des citoyens, dénonciation de la bureaucratie et de la paperasserie, défense de la libre entreprise et de la participation, etc. Quelques comparaisons précises nous aideront à mieux comprendre les deux faces de Chirac.

Sur la défense, à Paris : « M. Mitterrand et son parti se sont révélés incapables de proposer aux Français une politique assurant la sécurité du pays. » A Evreux : « Lorsqu'il s'agit de l'essentiel, la responsabilité de l'Etat, on ne dit pas qu'on ne sait pas et qu'on va consulter les Français. » Et pan sur la démocratie ! Sur l'énergie, presque rien à Paris. Mais à Evreux : « Un seul moyen : les centrales nucléaires en toute sécurité. » A Paris : « François Mitterrand n'est pas un homme politique responsable. » A Evreux, il est accusé d'« imprudence dans ses critiques de la Ve République », ses propos ne sont que « mensonges » et, si une concession est faite à sa « brillante intelligence », c'est « l'extraordinaire fourberie de son caractère » qui est mise en valeur. Notons au passage l'abondance des clichés dont était émaillé le discours de la porte de Pantin, qui vont du « bruit des chars » aux « sirènes de l'opposition », en passant par le « goût âpre du pouvoir ». Tout le monde a noté que, lors de son discours parisien, Jacques Chirac a lancé quelques piques émoussées contre ses partenaires de la majorité en général, mais savent-ils qu'à Evreux il a parlé de l'« aventure » à laquelle la France était exposée par « l'étonnant ballet auquel se livrent Mitterrand, Marchais et... Giscard ! »

C'est le même homme qui a prononcé les discours de Paris et d'Evreux à quatre jours d'intervalle. Les thèmes, pour l'essentiel, sont les mêmes, et tout semble résider dans la différence de ton. Mais n'est-ce pas là l'essentiel et le plus inquiétant ? Chirac a besoin que la France et le monde sachent qu'il se considère comme « le seul recours », au cas où la gauche



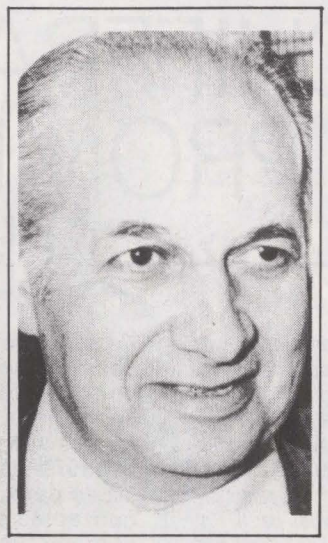
l'emporterait. Il le dit donc à Paris comme à Evreux. Mais, quand il s'adresse à ses compagnons devant la télévision, il rogne les angles les plus aigus. Quand il est seul avec eux, tout devient « fermeté », « volonté », « courage », « ardeur », les mots les plus fréquemment entendus à Evreux. A Paris, c'est Edgar Faure qu'il salue. A Evreux, c'était Tomasini. Ceux qui doutent encore de cette double face de Chirac n'ont, après tout, qu'à aller le voir : il se produit suffisamment pour que ce ne soit pas difficile et il est toujours excellent de connaître ceux qui nous combattent.

Vers le chef

Combat, guerre, bataille, tels sont finalement les maîtres-mots de l'actuelle offensive gaulliste. Debré a employé sept fois le mot « bataille » dans son discours du matin à Paris. Peyrefitte, après avoir appelé à la délation, voit dans le Programme commun l'évangile du diable voulant faire des élections une guerre sainte. Alice Saunié-Seïté vient, pour son compte, de déclarer que « l'ennemi est dans nos murs ». Quant à Chirac, il a terminé son discours de Paris en disant à ses militants : « Vous n'êtes pas de ceux qui désertent... Vos villes et vos champs se souviennent encore des combats passés... » Comment, trente secondes après cela, ne pas frémir en entendant chanter « la Marseillaise » ? A quoi pensaient-ils, ces militants décidés et prêts à tout, muscles raidis, regards tournés vers le chef — dans lequel ils « croient » — quand ils chantaient « qu'un sang impur abreuve nos sillons » ? Moi, bêtement, j'ai songé qu'ils pouvaient penser au nôtre.

FRANCIS PISANI

l'éditorial de Claude Estier



Décidément, quoi que dise, quoi que fasse le Parti socialiste, il est assuré de recevoir aussitôt les flèches de la droite en même temps que celles du Parti communiste. Accusations sans nuances, souvent en termes identiques comme si une complicité objective se développait pour tenter d'atteindre la même cible. Je dis bien « tenter d'atteindre », car, apparemment, la cible en question ne s'en porte pas plus mal : les derniers sondages confirment que le Parti socialiste demeure au niveau élevé d'au moins 28 % des suffrages, alors que la coalition « majoritaire » sortante stagne à 45 % et que le Parti communiste semble plafonner plutôt au-dessous de 21 %.

Que le Parti socialiste subisse aujourd'hui les plus dures attaques de la droite aux abois, cela est naturel. Je dirai même que c'est bon signe. Raymond Barre, Chirac, Poniatowski et les autres savent parfaitement que le Parti socialiste est leur adversaire le plus dangereux, car à leur politique d'échecs dont les Français ne veulent plus il oppose une politique de changement dont l'une des principales vertus est d'être parfaitement réalisable. Le chiffrage des propositions socialistes qui a été présenté mardi par André Boulloche est, à cet égard, démonstratif. Il a le mérite de montrer concrètement comment seraient financées les dépenses sociales immédiates en faveur des plus défavorisés, sans pour autant mettre en péril les petites et moyennes entreprises, dont une partie des charges sociales serait prise en compte par le budget de l'Etat. Celui-ci comporterait, au départ, un déficit de 40 milliards ? Mais c'est une perspective parfaitement envisageable, sans que s'ensuive aucune catastrophe, à partir du moment où l'on fait jouer à ce budget un rôle de soutien dynamique de l'économie. Comme l'ont fait remarquer de nouveau cette semaine les observateurs économiques sérieux, le projet socialiste, directement inspiré du Programme commun, se fonde sur la relance que provoquera à bref délai l'accroissement substantiel du pouvoir d'achat des catégories les plus modestes. Ce n'est pas le choix de Barre et du C.n.p.f. et on comprend facilement leur colère. On comprend moins l'agressivité du Parti communiste, sauf à croire que celui-ci ne veut véritablement pas souscrire à une politique nouvelle, répondant aux aspirations de millions de travailleurs et qui pourrait être mise en œuvre dès avril prochain par un gouvernement de la gauche.

Il est toujours possible de débattre de tel ou tel point particulier. Mais ce n'est pas ce que fait « l'Humanité » quand elle ose écrire, dans son numéro de mercredi, que le P.s. « ne fait pas payer les riches », qu'il « octroie de nouveaux cadeaux aux capitalistes », que, les réformes étant absentes de son programme, « l'austérité est inévitable » et même que le P.S. fera payer l'essence plus cher que M. Barre !

Tout se passe à nouveau comme si le Parti communiste préférait, en fin de compte, conserver celui-ci au pouvoir. C'est d'ailleurs ce qui risquerait bien de se produire s'il maintenait son attitude actuelle à propos de la discipline de la gauche pour le second tour de scrutin. Attitude étrangement contradictoire, d'ailleurs, car les socialistes ont pu constater cette semaine à quel point les communistes étaient pressés d'obtenir et d'exploiter leur désistement — qui allait de soi — dans les deux élections cantonales du Val-de-Marne qui doivent se conclure dimanche prochain.

Dans ces deux cas, comme dans tous les autres, le P.S. vient précisément d'apporter une fois de plus la preuve que lui ne se trompe pas d'adversaire. Nous nous battons contre Barre et Chirac, non contre le Parti communiste — à qui nous proposons, au contraire, de prendre entre les deux tours tous les moyens pour assurer la victoire de la gauche et, celle-ci acquise, la constitution d'un gouvernement commun.

Nous voulons croire que la raison finira par l'emporter. En tout cas, insensible aux cris et aux déchaînements d'où qu'ils viennent, le Parti socialiste poursuivra tranquillement son chemin pour montrer aux Français que dans un mois tout peut changer.

CHIFFRAGE DU P.S. : LES PROMESSES SERONT TENUES

EN économie, le chiffrage prévisionnel est un art difficile. S'il est relativement simple de prévoir des dépenses, sociales ou non, il est plus délicat de parler recettes. Surtout lorsque la politique envisagée, bouleversant les règles du jeu avec l'introduction de la planification démocratique et l'extension du secteur public, modifie les habitudes et les raisonnements. Les réformes de structures prévues par le P.s. et l'environnement international rendent donc pratiquement impossible la prévision à moyen et long terme. En rendant publics, mardi dernier, « les Comptes économiques de la France pour 1978 et 1979 », c'est-à-dire en parlant du court terme, André Boulloche a donc rappelé que « le P.s. ne promettait que ce qu'il pouvait tenir ». Et qu'il tiendrait ce qu'il proposait.

Si le gouvernement actuel entoure de mystère sa gestion, ce n'est pas par hasard. Le bilan est suffisamment lourd pour qu'il souhaite que les Français l'oublient. Première tâche de la gauche après le 19 mars : faire les comptes, savoir, dire. Puis, fidèle à son programme, réduire, très vite, les inégalités, relancer la production, créer des emplois. Tout cela s'inscrit en chiffres. Dans ceux du budget de l'Etat ou dans les grands équilibres économiques. Nous publions ci-dessous l'essentiel des chiffres retenus. Ceux-ci impliquent bien des choses sur lesquelles nous reviendrons : qu'il s'agisse de la consommation ou de l'épargne, de la fiscalité ou des emprunts.

Après cela, Raymond Barre qui, pour parler du Programme commun, oublie ce qu'est la rigueur et l'économie, est bien mal venu pour « chiffrer » les propositions socialistes. Il ferait mieux de chiffrer correctement ses propres promesses.

La logique de la politique économique socialiste

Les premières décisions que prendront les socialistes au pouvoir sont justifiées par des **raisons sociales :** réduire les inégalités et améliorer concrètement la situation des Français les plus défavorisés. Les socialistes donneront la priorité absolue à la revalorisation des bas revenus et à la création d'emplois nouveaux. Ainsi, le Smic sera porté à 2 400 F par mois et les principales prestations sociales seront nettement revalorisées. Un plan de création immédiate d'emplois sera mis en œuvre.

Ces décisions sont justifiées en second lieu par des **raisons économiques :** la logique de cette politique est d'accroître la demande de consommation des ménages, ainsi que les commandes de l'Etat, afin de procurer de nouveaux débouchés aux entreprises. Cette politique de relance doit permettre à la production de reprendre son essor et, par conséquent, aux entreprises de créer de nouveaux emplois.

Elle se traduira ainsi par les principaux résultats globaux suivants en 1978 et 1979.

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL	1978	1979
Pouvoir d'achat du salaire moyen par tête	+ 6,4 %	+ 6,2 %
P.i.b. marchande	+ 4,9 %	+ 5,6 %
Créations d'emplois	390 000	500 000

Cette politique économique s'inscrit dans l'ensemble des transformations de structures déterminées par le Programme commun et vise à mettre l'économie française sur la voie d'une nouvelle croissance dès 1979-1980.

Les deux premières années de l'action gouvernementale seront celles de la transition vers un nouveau modèle de développement. Au terme de cette période, l'économie française entrera dans une nouvelle logique de développement, dont les conséquences chiffrées seront établies par le Plan, à l'issue d'une très large préparation démocratique.

Les objectifs des deux années de transition

Trois raisons majeures expliquent la durée de la transition vers le nouveau type de développement :

A. - **L'héritage** des gouvernements précédents sera lourd :

►Les finances de l'Etat ne sont pas assainies, et celles des collectivités locales se dégradent rapidement ;

►Le chômage atteint un niveau très élevé, auquel il faut ajouter les 200 000 stagiaires dont le stage se termine à la fin du mois de mars et tous les demandeurs d'emplois qui ont été arbitrairement rayés des listes ;

►**Le commerce extérieur** n'est apparemment en amélioration qu'en raison du grave ralentissement de la croissance interne (+ 2,5 % en 1977 contre 5,2 % en 1976) ;

►Le franc n'est précairement maintenu par rapport au dollar — d'ailleurs artificiellement sous-évalué — que par un endettement considérable ;

►Enfin, **les prix,** principal objectif de Raymond Barre, ont connu en 1977 une hausse de 9 % (9,9 % en 1976). Or, ce chiffre sous-estime la tendance réelle, en raison notamment du report intentionnel de nombreuses hausses au-delà des élections.

Dans tous ces domaines, les socialistes devront faire connaître la réalité et redresser une situation lourdement compromise.

B. - **Les transformations structurelles** prévues par le Programme commun demandent du temps avant que, le Parlement les ayant votées, elles puissent porter leurs fruits. La décentralisation, la planification démocratique et la nationalisation des neuf grands groupes industriels et du crédit, **mises en œuvre immédiatement,** ne feront que progressivement sentir leurs effets bénéfiques, si bien que l'économie ne peut en attendre de retombées concrètes avant un certain temps. Il faut donc se donner des moyens d'agir complémentaires.

C. - **La politique économique conjoncturelle** n'agit pas au même rythme sur les charges et sur les recettes des entreprises. La croissance du pouvoir d'achat des salariés et de toute la population va accroître les charges des entreprises, avant d'offrir à celles-ci de nouveaux débouchés.

Pour toutes ces raisons, les deux premières années de l'action gouvernementale constitueront une période de transition marquée par des **mesures spécifiques** visant à :

— Donner au budget de l'Etat un rôle de soutien dynamique de l'économie ;

— Réduire les effets sur le commerce extérieur de l'action engagée pour sortir de la crise ;

— Pratiquer un blocage temporaire des prix, tout en prenant les mesures nécessaires pour équilibrer les charges des entreprises.

Les comptes économiques de la période de transition

LES GRANDS EQUILIBRES ECONOMIQUES (année 1978)

	Taux de croissance en volume
P.i.b. marchande	+ 4,9 %
Importations	+ 9,8 %
Consommation	+ 5,5 %
Investissement productif	+ 5,0 %
Exportations	+ 7,0 %

La période de transition appelle des mesures spécifiques dans quatre secteurs.

A. - Donner au budget de l'Etat un rôle de soutien dynamique de l'économie

Le collectif budgétaire voté dès la session d'avril 1978 est caractérisé par des mesures fiscales nouvelles, destinées à couvrir partiellement les dépenses de la nouvelle politique économique et sociale (coût : 72,2 milliards). Il se soldera par un découvert inférieur à 40 milliards (39,8) dont 8,5 milliards résultant du budget 1978 que Raymond Barre a fait adopter. Un tel découvert est d'un ordre de grandeur comparable à celui des pays qui ont engagé une politique d'expansion, comme l'Allemagne fédérale. En francs constants, il représente une masse inférieure à celle du plan Fourcade de septembre 1975.



André Boulloche et Jacques Attali présentant le chiffrage du programme socialiste, mardi dernier.

Le budget rectificatif de l'Etat (milliards de francs)

		Recettes supplémentaires
Dépenses budgétaires supplémentaires	28,8	30,8
Découvert du budget de Raymond Barre	8,9	
TOTAL	37,7	30,8
Subvention à la Sécurité sociale	32,9	
TOTAL GENERAL	70,6	30,8
Découvert (1)	39,8	

(1) Soit 8,5 % du total des dépenses budgétaires et 2 % de la P.i.b. marchande.

Cette politique budgétaire active se poursuivra en 1979, les dépenses de l'Etat croissant de près de 15 % en valeur, pour atteindre environ 535 milliards de francs contre 469 en 1978. La croissance des recettes stimulée par la reprise de l'activité sera d'un taux supérieur, ce qui permettra de faire descendre le découvert budgétaire à un niveau inférieur à celui de 1978.

B. - Réduire les effets sur le commerce extérieur des actions destinées à sortir de la crise

A court terme, et du fait de l'héritage de la majorité sortante, le commerce extérieur représentera une contrainte, pour la mise en œuvre d'un nouvel ordre économique. C'est pourquoi le nouveau gouvernement s'adressera clairement à ses partenaires commerciaux, notamment au sein du Marché commun, pour leur faire valoir que la relance de l'économie française aura des effets d'entraînement bénéfiques pour eux-mêmes. Le rythme d'évolution du commerce extérieur français devra donc, sur ces bases positives, contribuer lui aussi à la sortie de la crise : les importations nécessaires viendront peser sur le niveau moyen des prix français, et la reprise de la croissance interne stimulera les exportations des entreprises.

Cette dynamique permettra de limiter le déficit de la balance extérieure des biens et services à 18 milliards en 1978 (soit le même ordre de grandeur qu'en 1976, année de relance économique) et de le réduire plus encore en 1979, lorsque les premiers effets de la politique structurelle dans le domaine industriel et agricole auront commencé à se manifester.

C. - Pratiquer un blocage temporaire des prix industriels et des marges

La politique économique socialiste doit permettre de ralentir l'inflation, notamment en réduisant les inégalités et en permettant aux entreprises de trouver de nouvelles bases de développement.

Dans les premiers mois, les socialistes voudront donc essentiellement protéger le pouvoir d'achat des travailleurs, sans pour cela bureaucratiser l'économie par des contrôles incessants. C'est pourquoi ils pratiqueront une politique de blocage temporaire, puis de contrôle sélectif des prix. Les secteurs où les hausses les plus spéculatives sont apparues au cours des dernières années, en particulier dans les circuits de distribution et sur les produits alimentaires, seront strictement surveillés. Cette politique, alliée au rôle croissant que tiendront les associations de consommateurs dans la vie économique, permettra d'atteindre l'objectif d'un plafonnement de la hausse des prix.

D. - Pratiquer un blocage temporaire des prix tout en prenant les mesures nécessaires pour équilibrer les charges des entreprises

Le niveau du Smic sera porté à 2 400 F par mois au 1er avril 1978 et les salaires augmenteront de façon dégressive jusqu'à quatre fois le Smic. Cela ouvrira de plus larges débouchés aux entreprises et leur permettra, à terme, de couvrir leurs charges accrues, par un chiffre d'affaires lui-même en forte croissance. Mais de nombreuses entreprises — notamment parmi les petites et moyennes — dont la compétitivité a été réduite par la crise ne pourraient supporter, en l'absence de mesures compensatoires, le premier choc de l'augmentation d'environ 18 % des salaires et des charges, sans en reporter une part sur leurs prix. L'inflation viendrait ainsi désorganiser la lutte entreprise contre les inégalités et le chômage. Afin d'éviter ce processus, les socialistes prévoient de transférer, dès avril 1978, à la charge de l'Etat, l'équivalent de 200 F de charges sociales par salarié.

Cette première réforme du financement de la Sécurité sociale, retenue dans son principe par le Programme commun, permet de soulager notamment les entreprises qui utilisent une main-d'œuvre nombreuse. Par conséquent, cette mesure destinée à compenser la forte charge supplémentaire, représentée par le passage du Smic de 2 200 F à 2 400 F par mois, s'inscrit dans la logique de notre politique de justice sociale. Concrètement, elle se traduit, en 1978, par un transfert de 27 milliards de francs de dépenses des entreprises au budget de l'Etat. Cela est logique : la hausse du Smic est une façon de réduire les inégalités. Elle doit donc être, au moins en partie, financée par l'impôt.

Dans certains cas où la crise a mis les entreprises en grande difficulté, cette mesure sera insuffisante. C'est pourquoi les institutions financières seront habilitées à fournir, cas par cas, et à titre transitoire, les moyens nécessaires au redressement de ces entreprises.



ELECTIONS 78

Quatrième étape de notre tour de France électoral, nous évoquons aujourd'hui quelques exemples de duels qui opposent de jeunes candidats socialistes à des membres du gouvernement ou à des leaders de la majorité élus depuis de longues années mais, pour la première fois, sérieusement menacés ou qui, s'étant fait parachuter, comme Lionel Stoleru à Saint-Dié, ont toutes chances de se retrouver le 19 mars gros Jean comme devant.

Jean-Michel Bélorgey (à Vichy contre Gabriel Péronnet), Colette Kahn (à Paris-17e contre Hélène Missoffe), Christian Defarge (à Périgueux contre Yves Guéna), Christian Pierret (précisément contre Stoleru), Walter Amsallem (à Beauvais contre Marcel Dassault), Denise Cacheux (à Lille contre Norbert Ségard), Bernard Lefranc (à Soissons contre André Rossi), Henri Neuville (à Meudon contre Claude Labbé), Edwige Avice (à Paris - 14e contre Christian de La Malène) ne sont pas les seuls à affronter des « vedettes » de la droite. Comme dans nos trois études précédentes, leur cas est seulement exemplaire. A ce détail près qu'ils ont des chances de retenir dans un mois les titres de l'actualité pour avoir été les tombeurs d'hommes apparemment bien en place mais aujourd'hui terriblement usés par le pouvoir et ses échecs.

C.E.

VICHY : JEAN - MICHEL BELORGEY CONTRE UN NOTABLE RADICAL

Le candidat socialiste dans la 4e circonscription de l'Allier, Jean-Michel Bélorgey, a déjà affronté son adversaire, Gabriel Péronnet, deux fois secrétaire d'Etat dans le gouvernement Chirac (d'abord à l'Environnement, puis à la Fonction publique) : c'est en novembre 1976, au cours d'une législative partielle — dans laquelle Péronnet a retrouvé son siège de député conquis en 1962 — que les deux adversaires ont, si l'on peut dire, fait connaissance.

Des atouts, Bélorgey, maître des requêtes au Conseil d'Etat, n'en manque pas. Il a de l'expérience, malgré son âge (trente ans) : « C'est ma troisième campagne électorale en dix-huit mois», plaisante-t-il. Aux dernières municipales, c'est lui qui conduisait la liste d'Union de la gauche, qui a réalisé un joli score : 46 % des Vichyssois se sont, à cette occasion, détournés d'une droite qu'ils ne connaissent que trop.

Bélorgey, donc, connaît bien sa circonscription : Vichy, et ses 32 000 habitants, et une majorité de cantons ruraux (Varennes-sur-Allier, Lapalisse, Le Mayet-de-Montagne...). Une région d'exode rural accéléré. Ainsi, au Mayet, on comptait 7 200 habitants en 1968, 6 300 en 1975. Et, dans certaines communes, la dépopulation atteint jusqu'à 35 %. A Vichy même, la municipalité, qui a longtemps lutté contre l'industrialisation, craignant qu'elle ne nuise au thermalisme, n'a fait qu'aggraver les choses.

Quant au chômage, il bat ici tous les records : entre 1974 et 1977, il a tout simplement augmenté de... 300 % ! Les seules entreprises importantes — la Thomson à Vichy, la S.b.a.s.m. à Cusset — sont menacées de fermeture. Des problèmes que le suppléant de Bélorgey connaît bien lui aussi : conseiller municipal de Varennes-sur-Allier et militant C.g.t., il est ajusteur à Manurhin. A eux deux, ils offrent l'image d'un tandem dynamique, tandis que le député en place depuis plus de quinze ans doit faire face à des électeurs qui réalisent que, dans le classement national par ordre de richesse, l'Allier occupe l'avant-dernière place.

PARIS XVIIe : COLETTE KAHN CONTRE LE CLAN MISSOFFE

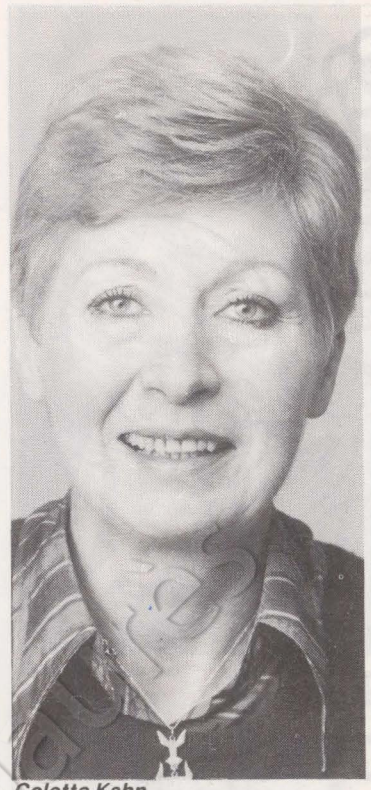
Dans la vingt-quatrième circonscription de Paris (le secteur Epinettes-Batignolles), Hélène Missoffe, députée depuis qu'en 1974 son mari lui a laissé la succession, se représente. Mais, en fait, la candidate socialiste, Colette Kahn, quarante-huit ans, ne se bat pas uniquement contre la secrétaire d'Etat chargée de la Famille, mais contre tout le clan Missoffe qui, depuis 1958, « tient » la circonscription, se repassant gentiment le siège de député au gré des disponibilités de chacun.

Cela n'a pas empêché Colette Kahn, adhérente au P.s. depuis 1974, puis secrétaire de la 17e section nord, après le congrès de Pau, pendant un an et demi, de conduire la liste d'Union de la gauche aux dernières municipales en obtenant un joli résultat : 48 % des voix dans la circonscription. Il n'en a manqué que mille pour gagner. Car Colette jouit de la confiance de bon

Ce dossier a été réalisé avec la collaboration de Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Emmanuèle Plas, et Jean-Loup Revenier.

nombre d'habitants : alors que Mme Missoffe, comme son mari avant elle, rentre le soir dans son XVIe arrondissement, Colette habite et travaille dans le quartier, où elle est commerçante depuis neuf ans. Elle a eu le temps de constater qu'en vingt ans la droite n'avait rien fait pour les habitants.

« L'arrondissement meurt, et, si l'on ne prend pas rapidement des mesures, cela peut être irréversible. » Il n'y a aucune animation — on cherche vainement une maison de la culture, un foyer de jeunes —, donc aucun contact entre les habitants. Les loyers grimpent vertigineusement : les jeunes partent en banlieue, où ils trouvent des logements moins chers et des équipements collectifs. Les commerces ferment, donc les rues sont moins animées... et moins sûres. Les espaces verts sont ridicules et mal entretenus. Les crèches ? Il y en a deux. Elles existaient déjà il y a vingt ans : on n'en a pas construit depuis. Ni sous le règne de François Missoffe ; ni sous celui d'Hélène Missoffe, qui, sans doute, ne se sent chargée de la famille... qu'au niveau national.



Colette Kahn



Lionel Stoleru, vu par Solo

PERIGUEUX : CHRISTIAN DEFARGE CONTRE LE LIEUTENANT DE CHIRAC

Yves Guéna, délégué politique du R.p.r., maire de Périgueux et châtelain de Chantérac, a pour challenger son voisin, le maire socialiste de Chantérac : Christian Defarge.

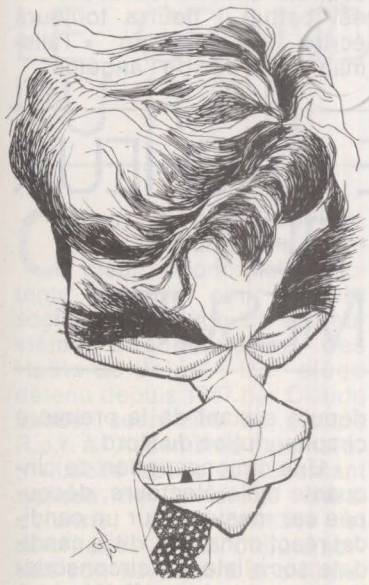
A l'issue des dernières élections cantonales, cinq cantons — sur huit que comprend cette première circonscription — passaient à la gauche. Pour les élections municipales de 1977, ce sont presque toutes les mairies des chefs-lieux de canton que la gauche gagnait. Mais pas Périgueux, où la liste de Guéna était élue au premier tour. Et pourtant, en 1974, François Mitterrand obtenait 53 % des suffrages dans cette circonscription et à Périgueux même. Guéna, qui cette même année n'était plus ministre, voulut reprendre son siège. Il l'emporta au second tour, alors que la gauche obtenait une avance confortable au premier tour. « Mauvais report de voix de l'électorat radical sur le candidat communiste, commente Defarge, et qui ne devrait plus se reproduire. »

Le candidat socialiste dépassera-t-il le candidat communiste au premier tour ? « Ça se jouera dans un mouchoir, mais je crois que je serai le premier », répond le candidat du P.s.

A l'appui de cet optimisme : une très bonne implantation de Defarge, maire depuis 1965 et conseiller général du canton de Neuvic depuis 1976, directeur adjoint du collège de Montpon-sur-l'Isle, et une campagne électorale commencée très tôt. En effet, le candidat socialiste a été désigné par ses camarades depuis le mois de juin.

En face, l'ancien ministre ne ménage pas non plus sa peine sur le terrain. Il essaie de se servir de son image nationale et de ses fréquentes apparitions à la télévision. Mais ce « leader d'envergure nationale » n'a pas empêché au mois de janvier l'entreprise Balout (qui employait cent-quatre-vingts personnes à Périgueux) et une usine de chaussures à Neuvic (cent ouvriers mis à pied) de déposer leur bilan.

Dans le chef-lieu de la Dordogne, on croit de moins en moins à l'« homme miracle ».



Yves Guéna, vu par Solo

SAINT-DIE : CHRISTIAN PIERRET CONTRE LE CHANTRE DU TRAVAIL MANUEL

En débarquant dans les Vosges, Lionel Stoleru, le sous-ministre du Travail manuel a provoqué quelques remous : Christian Poncelet, le seigneur et maître du département, a vu sans plaisir arriver un concurrent sur ses terres. Inquiets, les R.p.r. ont présenté un candidat sérieux, Roger Souchal, connu à Nancy. Il y était maire avant de démissionner lorsqu'il a été certain que l'autoroute passerait à Metz mais pas à Nancy. Ce résistant peut « désarmer » Stoleru dans une région marquée par le gaullisme de la première heure.

Le secrétaire d'Etat a d'ailleurs peu de chances d'être pris au sérieux : depuis son arrivée à Saint-Dié, il a commis bévue sur bévue, visitant les maires en D.s. noire avec son chauffeur, sa femme allant à la maison de la culture en manteau de vison.

Les Vosges méritent pourtant mieux. Ici, la situation éco- →



Christian Pierret



nomique est catastrophique : des milliers de chômeurs dans le textile, mais aussi dans l'industrie du bois — qui pourrait offrir au département emplois et richesses si la forêt y était bien exploitée. Mais les Vosges exportent du bois sur pied en Allemagne ou en Suisse, puis la France achète des meubles, des billes de bois ou même de la pâte à papier à l'étranger.

Dans ce contexte, la tâche de Christian Pierret n'est pas facile. Le jeune candidat socialiste — il a trente-deux ans — se bat pourtant avec de bonnes chances de succès. Sa franchise, sa gentillesse, la clarté de son discours plaisent.

Enarque mais pas technocrate, il avance des propositions précises pour que les Vosges renaissent. Et ce programme en convainc plus d'un. Les sondages — payés par Stoleru, toujours — lui sont plus favorables chaque semaine, alors que son adversaire sous-ministre perd progressivement en crédibilité. En sa faveur joue aussi la popularité de son suppléant, Pierre Noël, l'ancien maire de Saint-Dié, avant que la gauche perde la municipalité aux dernières élections, pour cause de désaccords internes au P.s. De cette mauvaise ambiance, aujourd'hui, il ne reste plus rien. Tous les militants, à quelque tendance qu'ils appartiennent, se retrouvent avec Christian Pierret. Leur but : « faire voter socialiste ceux qui ne savent plus où voter, conscients seulement d'avoir été grugés par la droite ». C'est le renouveau que leur propose Christian Pierret. Sa campagne, très active, est faite de meetings sur des thèmes culturels, économiques, de conférences de presse et, surtout, de distributions de tracts à la sortie des usines. Même à 4 heures du matin, le candidat est là. Ce qui est apprécié dans ce pays où les hommes sont rudes.

BEAUVAIS : WALTER AMSALLEM CONTRE UNE FORTUNE

Un bon programme, une équipe militante dynamique et les vertus du changement: tels sont quelques-uns des atouts de Walter Amsallem dans la première circonscription de l'Oise, où il défend les couleurs du P.s.

Face à lui, un vieil homme, député sortant, pratiquement jamais vu dans l'hémicycle, qui, en guise de campagne, distribue des chèques aux maires à tour de bras. Marcel Dassault affecte de ne pas se soucier de la couleur politique de ceux auxquels vont ses dons. Il prétend vouloir ainsi les aider à refaire la toiture d'une église, goudronner la cour d'une école, acheter un car de ramassage scolaire, financer un équipement ou apurer les dettes municipales.

Coût supposé de l'opération : 3 milliards de centimes. Tout son programme ! Ainsi, une fois tous les cinq ans, Dassault entend-il acheter — en violation du code électoral, ainsi que l'a rappelé Pierre Mauroy — l'électorat d'une circonscription que la Ve République lui a pourtant taillée sur mesure.

Toutefois, Walter Amsallem a confiance. La gauche n'a cessé de progresser dans la circonscription depuis 1973, où il avait déjà réussi, pour la première fois, à mettre Dassault en ballottage. Devenu maire de Beauvais l'an dernier, il pense que, dans cette circonscription plus rurale qu'urbaine , ce sont toutefois les Beauvaisiens qui feront la décision. « La « charité » de Dassault ne fait plus illusion, estime Amsalem. Elle n'est pas la réponse aux problèmes aigus de cette région dont le ministre de l'Equipement a lui-même reconnu récemment qu'elle était sous-développée. »

Amsallem énumère tour à tour le déséquilibre Nord-Sud de la circonscription, le manque notoire de C.e.t. qui se traduit par une insuffisante qualification des jeunes, l'implantation à peu près nulle de nouvelles industries quand des fermetures d'usines ou d'autres qui tournent au ralenti font monter le chômage de manière inquiétante. Enfin, il cite l'exode rural auquel s'ajoutent des mouvements quotidiens de population qui aboutissent à ne laisser que des vaches et des tracteurs dans les champs pendant la journée.

A l'évidence, cette région souffre du vide politique. Dassault ne la défend pas à l'Assemblée et ne s'y rend qu'en période préélectorale. L'élection d'Amsallem permettrait de remédier à ce double handicap de poids. D'assistés, elle rendrait les électeurs de l'Oise responsables et entendus. Ils semblent aujourd'hui y aspirer. Quant à Dassault, s'il est battu, il pourra toujours écrire la suite du « Talisman »... au son de l'angélus.



Marcel Dassault

LILLE:DENISE CACHEUX CONTRE UN FIEF TAILLE SUR MESURE

Denise Cacheux, quarante-cinq ans, assistante sociale et adjointe au maire de Lille depuis 1971, a pour tâche difficile de battre Norbert Ségard, le secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications. Ségard est député sortant de la première circonscription du Nord.

« Une circonscription de cinquante mille électeurs, découpée sur mesure pour un candidat réactionnaire », dit la candidate socialiste. La circonscription comprend, en effet, le cen-

tre de Lille — où naquit de Gaulle — avec ses quartiers traditionnalistes, où sont implantées les facultés catholiques et les écoles libres. Des quartiers résidentiels aussi. Ajoutez à cela la commune résidentielle de Lambersart, qui comprend à elle seule 40 % de l'électorat et dont le maire, le C.d.s. Delfos, est le nouveau suppléant de Ségard.

Trois autres petites communes résidentielles font aussi partie de la circonscription. A noter cependant que de grosses firmes industrielles, comme P.u.k. et Massey-Ferguson, y sont installées : « Et nous sommes bien reçus aux portes des entreprises », note avec satisfaction Denise Cacheux. De ces trois communes on peut dire que l'électorat de gauche et celui de droite sont à peu près à égalité. Une petite commune rurale, enfin, complète cette circonscription disparate.

Les observateurs pensent généralement que Ségard devrait passer au premier tour... Sinon, il ne retrouverait pas son siège. Il est, en effet, le seul candidat de droite si l'on excepte un candidat royaliste.

Sept candidats, en tout, briguent ce siège. Dont un écologiste. Car trois graves problèmes d'environnement se posent : l'aménagement de la Deule en canal à grand gabarit, l'achèvement du périphérique de Lille et un projet de rocade que personne (et surtout pas les élus de droite) ne veut sur son territoire.

Denise Cacheux et ses camarades sont optimistes : ils ont tout à gagner. Aussi mènent-ils une campagne militante, où aucun problème n'est éludé, notamment celui de l'école libre : dans ce coin de France, les gens y sont particulièrement attachés. En face, Ségard apparaît a contrario comme le candidat de l'ambiguïté, ni P.r. ni R.p.r. — dont il a refusé le soutien, alors qu'il y était apparenté jusque-là. Il apparaît aussi comme le candidat de l'échec : en 1971 et en 1977, il a échoué devant la mairie de Lille.

Denise remontera-t-elle les dix points qui séparait la gauche de la « majorité » au second tour des élections législatives de 1973 ? De toute manière, elle fera progresser le Parti socialiste, qui vient ici traditionnellement en tête devant le P.c.

« Et puis je mène une campagne féministe, et ça c'est nouveau », conclut Denise Cacheux.

MEUDON : HENRI NEUVILLE CONTRE LE GRAND VICAIRE DU R.P.R.

C'est Henri Neuville, quarante-deux ans, ingénieur économiste, qui tente d'enlever pour le Parti socialiste le siège de la neuvième circonscription des Hauts-de-Seine. Un siège détenu depuis 1967 par Claude Labbé, secrétaire du groupe R.p.r. à l'Assemblée nationale.

« Labbé est le représentant typique de la droite chiraquienne, antiréformiste et autoritaire », dit du député sortant son adversaire socialiste. Pour ses électeurs, en tout cas, Labbé s'est fait l'image d'un parlementaire relativement absent de sa circonscription. Il n'y a qu'une semaine qu'il a ouvert une permanence. Avant la campagne, il recevait à la mairie de Meudon, où une municipalité giscardo-centriste n'a battu, en 1977, la liste d'Union de la gauche que de 666 voix sur 32 000 électeurs. « La campagne du député sortant est à l'image de sa présence dans cette circonscription : discrète. Mondaine, peut-on dire : des déjeuners dans des relais gastronomiques de la région en constituent l'essentiel. A noter cependant que Labbé possède, à Meudon, une équipe importante de colleurs d'affiches, animée par l'adjoint R.p.r. de la ville, un certain Mekki, dont on dit qu'il fait partie de la bande des « grosbras » du parti de Chirac.

Au contraire, Henri Neuville et Denise Morhange, sa suppléante, sont présents parmi les habitants sur les marchés et à la porte des entreprises. Une cinquantaine de réunions d'appartements ont été prévues. Depuis le mois de janvier, les candidats socialistes rencontrent les associations. Quatre forums ont eu lieu entre le 27 janvier et le 17 février.

Cette activité militante d'explication des propositions du Parti socialiste suffira-t-elle à assurer le succès d'Henri Neuville ? Les sondages, en tout cas, répondent par l'affirmative. Est-ce pour cette raison que celui qu'on appelle « le député des godillots » a fait inscrire 319 Français de l'étranger ? Inscriptions contre lesquelles les socialistes ont porté plainte.

En examinant les chiffres des derniers scrutins, on note que, lors des élections législatives de 1973, la gauche atteignait presque 49 % des suffrages et — pour la première fois depuis la guerre — le P.s. devançait le P.c. Pour les élections municipales de 1971, elle faisait 43 % ; en 1977, 45,2 %. « Malgré, comme le note Henri Neuville, la sociologie bien particulière de cette circonscription, qui s'est vidée depuis 1968 d'une partie importante de sa population ouvrière, pendant qu'affluaient cadres supérieurs et professions libérales (23,2 %, alors que la moyenne française est de 6,7 %). A noter aussi la présence d'un important électorat de rapatriés.

Le Parti communiste présente, quant à lui, le maire adjoint de Sèvres. Mais il semble bien, d'après tous les observateurs, qu'à l'issue du scrutin c'est Henri Neuville qui devrait représenter la neuvième circonscription des Hauts-de-Seine au palais Bourbon.

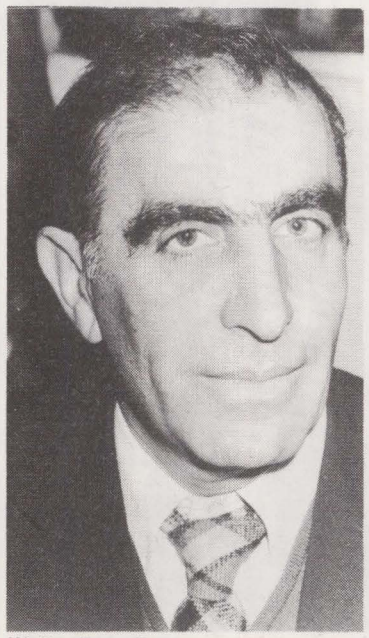
→



Denise Cacheux



Henri Neuville



Walter Amsallem.



PARIS XIVe : EDWIGE AVICE CONTRE UN REQUIN R.P.R.

Contre Christian de La Malène, qui tient la seizième circonscription de Paris, dans le XIVe arrondissement, depuis vingt ans, une jeune femme : Edwige Avice, trente-deux ans, membre du comité directeur et du bureau exécutif, pour le courant 2, depuis le congrès de Nantes.

Les autres adversaires de La Malène sont également des femmes : une écologiste, une autogestionnaire et une communiste (Rolande Perlican).

Edwige, qui est attachée de mission aux hôpitaux parisiens de l'Assistance publique, connaît bien le XIVe : elle a participé à toutes les luttes qui se sont développées dans ce quartier, où les bulldozers ne chôment pas. Une rénovation sauvage qui a vidé le quartier de nombre de ses anciens habitants : immeubles de standing et bureaux, souvent invendus en raison de leurs prix prohibitifs, ont remplacé les petits immeubles. Les petits commerces aussi ont disparu, et avec eux la vie de quartier. Schéma classique, aggravé ici par l'idée lumineuse de la radiale Vercingétorix. Là, les habitants ont réagi : associations de quartier, syndicats et partis de gauche ont agi ensemble pour faire reculer le gouvernement. De même que l'habitude est prise aujourd'hui de réagir quand la police vient expulser des squatters. Ce qui arrive souvent. C'est ainsi qu'Edwige Avice, manifestant en novembre dernier, après un quadrillage policier du quartier, s'est retrouvée au commissariat... La vie associative a repris, ici, un tel élan, qu'un Atelier populaire d'urbanisme a même été créé en juillet 1977 : le P.s. y est plus qu'honorablement représenté.

Ce renouveau fait qu'un Christian de La Malène a peu de chances. Aux dernières municipales, il a d'ailleurs été mis en minorité dans cette portion d'arrondissement, en n'obtenant que 46,4 % des voix. Aujourd'hui, les sondages donnent Edwige Avice gagnante...

A L'ASSAUT DES FIEFS DE LA DROITE

A un mois de l'échéance, tous les sondages accordent leurs violons sur un point :la droite, en dépit d'un soutien actif des médias, ne décolle pas de la zone des 44-45 %. Si l'on rappelle qu'en 1962, 1967 et 1973 la majorité et les centres d'opposition rassemblaient au premier tour un nombre d'électeurs approchant les 54 % et qu'en 1968 ils culminaient à 59 %, on mesure l'ampleur du reflux. Avant d'estimer les conséquences sur les circonscriptions, apprécions la situation de la droite au cours du sprint final.

Il est difficile, à l'aune des sondages publiés, de mesurer avec précision le rapport de forces exact entre les deux courants de la droite. Au baromètre de la Sofres, l'U.d.f. enregistre 23 % et le R.p.r. 21 %, contre 20 % et 22 % ; plus 2 % de divers majorité pour l'Ifop. Deux choses semblent acquises, cependant : d'une part, le R.p.r. ne réalisera pas les 32 % de voix qu'il convoitait le 27 juin 1977 (émission « Inter-Presse » de France-Inter) ; d'autre part, le P.r., qui rêva au début de l'automne d'un irrésistible envol, doit se fondre dans une fédération hétéroclite pour que le courant non chiraquien puisse espérer l'emporter sur son partenaire au soir du premier tour.

On est loin de la situation de la droite en 1973. Et l'on pourrait sourire en relisant cette déclaration des secrétaires généraux des formations de la majorité d'alors : « En une seule fois, la majorité présente en commun la liste complète de ses candidats. Elle réussit ce que ses adversaires n'ont même pas tenté : soutenir, dès le premier tour, un candidat d'union de la majorité dans 430 circonscriptions sur 483. » Aujourd'hui, dans le cadre d'un « pluralisme organisé », on aboutit à un résultat presque inverse. En outre, vu les sondages les plus récents, on peut mesurer l'échec d'une tactique que le président de la République semblait parer, voici peu, de toutes les vertus. Le pluralisme laborieusement organisé n'est pas la voie royale de la réussite ; l'assise de la majorité ne s'est pas élargie. Pis, il risque de causer quelques surprises au second tour.

Les observateurs insistent beaucoup sur l'importance des reports de voix à gauche : que ne le font-ils aussi à droite ? Si, au niveau national, les formations conservatrices mettent une sourdine à leurs discordes, leurs candidats ne se livrent-ils pas localement à une âpre concurrence ? Une circulaire U.d.f. a dû, récemment, leur préciser que l'adversaire principal était la gauche ! Dans beaucoup de circonscriptions, comme lors des élections cantonales, voire des municipales, l'agrégation des voix ne relevant pas de la gauche ne se fera pas partout avec une parfaite fluidité. Ici et là, une fraction de l'électorat U.d.f. ne se reportera pas uniment sur le candidat R.p.r. du second tour, la réciproque étant globalement moins vraie.

Un autre aspect de la compétition doit aussi retenir l'attention. Avec un rapport de forces relativement équilibré au plan national au sein de la droite, l'U.d.f. ne peut guère espérer bousculer les sortants R.p.r. et leur ravir le siège. Par ailleurs, comment la droite pourrait-elle surmonter son handicap actuel ? Raymond Barre demeure le Premier ministre le plus impopulaire de la Ve République — sa balance satisfaits-mécontents est négative depuis des mois : 45 % contre 48 % en février —, Jean-Pierre Soisson fait manifestement beaucoup d'efforts pour incarner un rôle qui le dépasse, Jean Lecanuet, qui n'ose se présenter à Rouen pour sauver le siège, J.-J. S.-S. plus schreibérien que jamais... ne peuvent guère donner du souffle à un courant de la « réforme » qui a tiré ses dernières cartouches en 1974. Chirac tisse et consolide ses réseaux de partisans, incante quotidienne-

SOISSONS : BERNARD LEFRANC CONTRE UN MINISTRE DEMONETISE

Quatre des cinq circonscriptions de l'Aisne sont déjà détenues par la gauche. Député sortant de la cinquième (Soissons, Château-Thierry, Villers-Cotterets), André Rossi a fait illusion en se prétendant opposant au régime jusqu'à ce qu'il s'y rallie pieds et poings liés et en devienne ministre.

Depuis qu'il a jeté le masque, Rossi a quelques motifs d'inquiétude. La poussée de la gauche, liée au développement du Parti socialiste, n'est pas le dernier d'entre eux. De sept adhérents à Soissons en 1972, le P.s. en compte aujourd'hui cent soixante. Et plus du double dans la circonscription. L'an dernier, Bernard Lefranc est devenu maire de Soissons. Ce battant est aujourd'hui candidat socialiste contre Rossi.

Dans l'Aisne, la situation n'est pas rose. L'A.n.p.e. compte 932 chômeurs inscrits à Château-Thierry, 250 à Villers-Cotterets et près de 3 000 à Soissons. Sans parler du millier de personnes qui quittent Château-Thierry chaque jour pour aller travailler à Paris. Et sans parler non plus du chômage partiel.

Lefranc aborde toutes ces questions de front avec la population.

Déjà les habitants de Soissons ont pu apprécier — en s'étonnant souvent du contraste avec ses prédécesseurs — son dynamisme, sa volonté d'étendre la démocratie, la priorité qu'il accorde aux problèmes sociaux et sa grande réceptivité.

On conçoit l'inquiétude de Rossi, malgré la large place accordée par le journal « l'Union » aux moindres faits et gestes du ministre. Rossi en est réduit à s'attribuer le mérite d'un rétablissement de ligne S.n.c.f. ou d'une création de collège, encore à l'état de projet — voire de promesses électorales —, quand il n'a pas soutenu l'action de ceux qui se battent depuis des années pour l'obtenir.

Rien n'interdit donc de penser que l'Aisne puisse bientôt compter, en la personne de Lefranc, un cinquième député de gauche.

ment sur l'ordre, l'autorité et le péril collectiviste, et joue de plus en plus ouvertement la carte du recours ; il ne peut plus prétendre tirer la droite vers le seuil majoritaire.

Reste le président de la République. S'il bénéficie incontestablement depuis le mois de mai d'une belle remontée, précisons qu'en février il n'a pas progressé — il a un point de mécontents et un point de satisfaits de plus —, et il serait peu fondé d'en tirer la conclusion qu'il peut restructurer l'ordre électoral actuel.

Sous la Ve République, le niveau de la courbe de popularité présidentielle a toujours été autonome par rapport à la sanction électorale de la coalition qui le soutenait. On l'a vu lors des cantonales de mars 1976, on le vérifiera encore en mars 1978. Même en se départissant, comme à Verdun-sur-le-Doubs, du rôle de « l'homme-qui-est-au-dessus-des-partis » que lui prêtent complaisamment certains observateurs politiques un peu trop zélés, il n'a pu modifier d'une seule voix les intentions de vote. Comment ce nouveau contexte politique par rapport à 1973 se traduira-t-il dans les circonscriptions ?

Avec un capital de voix qui atteint les 50, 51, voire 52 % selon certains instituts de sondage, la gauche peut, si elle retrouve le chemin de l'unité, modifier profondément les structures électorales d'un pays où la stabilité régnait en maîtresse depuis 1962. Songeons que, depuis 1962, 250 sièges — la majorité absolue — furent conservés sans discontinuer par les diverses composantes de la droite. Dans le même temps, les formations de gauche n'en ont conservé que 67. Les 170 sièges « mobiles » ont pratiqué l'alternance, passant d'un camp à l'autre au fil des scrutins.

Avec une progression, par rapport à 1973, de quatre à cinq points — selon les sondages —, la possibilité d'en recueillir un ou deux chez les écologistes au second tour, de nombreux duels P.s.-R.p.r. au tour décisif, qui devraient donner de bons reports du P.c. et de bons transferts des candidats marginaux, la gauche semble en mesure de conserver à peu près tous ses 183 sièges. Mais il lui faut en conquérir environ 70 autres pour atteindre et même dépasser le seuil fatidique des 246 sièges. Où peut-elle les prendre ?

A la vérité, la gauche a deux zones de chasse à prospecter. D'abord, évidemment, les 56 circonscriptions « mobiles » où elle a déjà connu au moins une fois la victoire en 1962, en 1967 ou même en 1968, mais où elle a été battue en 1973. Ensuite, les circonscriptions tenues sans interruption depuis 1962, mais qui, avec le temps, sont devenues « fragiles », celles où la victoire de la majorité n'a été acquise en 1973 qu'avec un très faible écart sur l'opposition. En effet, alors, 25 d'entre elles ne furent conservées à la droite qu'à deux points près ; 32 à quatre points ; et 24 à six points. Si la poussée de la gauche devrait être plus forte dans ces fiefs que la moyenne nationale, l'opposition pourrait trouver ici de quoi assurer son succès.

A défaut de voir tomber dans sa corbeille ces 80 fiefs de droite, la gauche peut espérer rééditer quelques exploits semblables à ceux de Charles Josselin et Jean-Pierre Cot, qui battirent, en 1973, le premier René Pleven, le second Pierre Dumas, alors que le niveau de la gauche, en 1967, atteignait 23,7 % et 36,8 % dans leurs secteurs respectifs. Autrement dit, des sondages par circonscription le confirment, la gauche pourrait cueillir quelques lauriers dans les anciennes terres de mission où elle rassemblait moins de 44 % des voix en 1973. Principalement en Bretagne, en Poitou-Charentes, en Basse-Normandie, dans les Pays de la Loire, en Alsace, en Lorraine et à Paris, où la droite fut quasi hégémonique depuis 1962 : 115 sièges sur 143 furent constamment à droite : de nombreux notables et caciques qui tiennent leurs sièges depuis plusieurs scrutins pourraient regretter, après le 19 mars, de s'être présentés une fois de trop.

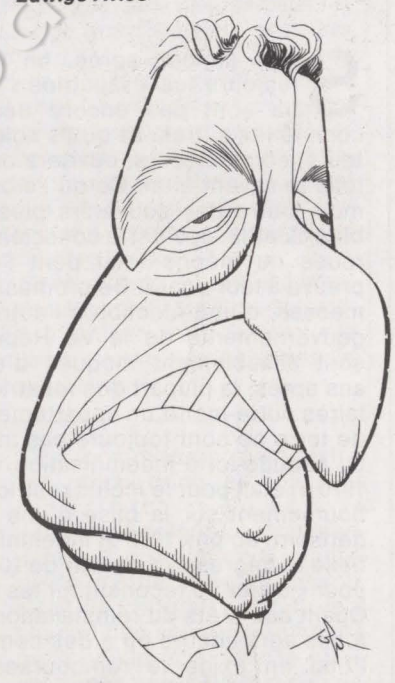
Incontestablement, l'analyse des structures électorales circonscription par circonscription autorise l'optimisme chez tous ceux qui luttent pour une transformation sociale par la victoire de la gauche. Las, le Parti communiste, non content de faire le prude, résiste aux appels socialistes pour un accord de désistement au second tour, ironise sur le caractère dépassé de la « discipline républicaine ». Si, en effet, la République n'est plus en danger, pourquoi ne pas baptiser désormais cette règle « discipline du front de classe » ?

Mais il ne s'agit évidemment pas d'une querelle sémantique. Il reste au P.s. — seule force électorale motrice de la gauche — à tout faire pour que l'ensemble de ses composantes obtienne la majorité absolue des voix au soir du premier tour. Alors, qui oserait permettre l'irréparable ?

GERARD LE GALL



Edwige Avice



Christian de La Malène



Bernard Lefranc

RAPATRIES : UNE DETTE D'HONNEUR

Les rapatriés ont-ils enfin compris — à défaut d'avoir été compris par ceux qui se moquent d'eux depuis seize ans — que pour la droite 500 000 voix, ça vaut tant et pas un sou de plus ?

Seize années après, on les appelle toujours les « rapatriés » De fait, ils ne sont pas encore des Français comme les autres. Et qu'ils soient agriculteurs, commerçants, ouvriers ou retraités, tous le savent bien. Ce qu'ils ont en commun, outre des souvenirs plus ou moins bien cicatrisés, c'est la conscience douloureuse du mépris total dont l'Etat a fait preuve à leur égard. De promesses en promesses, d'une élection à l'autre, tous les gouvernements de la Ve République se sont aimablement moqués d'eux. Seize ans après, la plupart des rapatriés propriétaires outre-mer d'un appartement ou lopin de terre ne sont toujours pas indemnisés. La pseudo-loi d'indemnisation votée... en 1970 (!) était pour le moins restrictive : remboursement sur la base d'une évaluation dérisoire au prix 1962 et indemnisation partielle et dégressive à partir de 20 000 francs pour « éviter de reconstituer les fortunes ». Quant aux prêts de réinstallation accordés à des agriculteurs ou à des commerçants, l'Etat en exige le remboursement intégral... alors même que des sources officielles (1) indiquent que 70 % des agriculteurs « pieds-noirs » réinstallés sont dans l'incapacité totale de rembourser. Résultat, les saisies et les assignations en justice se multiplient... Une réalité que connaissent bien les associations de rapatriés et qui pèse lourd face aux nouveaux tours de passe-passe de la majorité.

Devant le mécontentement des rapatriés, voilà que le gouvernement a fait voter, à la sauvette, une nouvelle loi d'indemnisation. Il s'agit de faire croire, encore une fois, aux rapatriés qu'on les a — vraiment — compris.

L'enjeu est d'importance. Aux municipales de 1977, dans plusieurs villes importantes, le vote des rapatriés a été déterminant. Des mairies comme celle de Montpellier — où l'élection se faisait à la marge — sont ainsi passées à gauche. Le gouvernement essaie d'éviter que cela ne recommence les 12 et 19 mars prochain. Dans la première circonscription des Bouches-du-Rhône, où Comiti (R.p.r.) l'avait emporté en 1973 de 3 600 voix, les rapatriés sont 14 000, soit 27 % des électeurs. Dans les Alpes-Maritimes, la Haute-Garonne, le Gers, l'Hérault, le Gard, leur poids électoral (4 à 27 % du corps électoral) pourra faire basculer le scrutin. Probablement vers la gauche. Car la nouvelle loi d'indemnisation est aussi dérisoire que la première... Rien à voir avec les promesses du candidat Giscard en 1974 !



Si le plafond de l'indemnisation est relevé, le nouveau texte institue un système de remboursement pour le moins étrange : pas de versement en espèces, mais en bons non négociables, non indexés, à 6,5 % d'intérêt par an — un intérêt spoliateur vu le rythme de l'inflation — et remboursables... sur vingt ans ! Sauf pour les plus de 80 ans, qui, eux, pourront être remboursés sur deux ans. D'ici à 1998, bien sûr, beaucoup de rapatriés âgés seront morts, et ce sera toujours ça d'économisé ! Toutes les associations de rapatriés ont dénoncé ce texte scandaleux, obtenu par vote bloqué.

« Il est bien évident, a déclaré le président de l'Anfanoma, une des principales associations de rapatriés, que le vote de ce texte mauvais, dans de telles conditions, doit nous amener à prendre des positions politiques pour les élections de mars prochain. »

Et les belles âmes du R.p.r. qui proposaient un projet de loi apparemment mirifique (mais en fait bourré de pièges) ont voté la loi présentée par le gouvernement comme un seul homme sous l'égide de M. Labbé, président du groupe R.p.r., qui a le front de solliciter un nouveau mandat législatif dans la circonscription de Meudon où les rapatriés sont en grand nombre (voir page 13). Il est vrai que Mario Bénard, ex-délégué aux rapatriés du R.p.r., a rendu sa carte à M. Chirac... préférant sans doute son siège de député de la 2e circonscription du Var à son appartenance au R.p.r.

L'opération électorale en direction des rapatriés risque donc fort de tourner court. A tel point que Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du « dossier rapatriés », tente une ultime manœuvre : il a discrètement chargé Pierre Lagaillarde, l'une des figures de mai 1958 à Alger, de battre le rappel dans toutes les associations de rapatriés. Ce chargé de mission très spécial est, lui, fort peu discret ; il se présente partout muni de son « investiture » officielle. Le langage qu'il tient est simple : foin des intérêts matériels, c'est vrai que la loi d'indemnisation est mauvaise, mais le collectivisme menace, allons-enfants-de-la-patrie, soutenons tous le président Giscard d'Estaing. Et avec lui les ex-gaullistes du R.p.r., ennemis jurés d'hier...

Face à ces magouilles de dernière heure, Jacques Ribs, rapporteur spécial chargé des rapatriés au Parti socialiste, explique : « Le ministère des Finances — Raymond Barre — a refusé de débloquer les fonds nécessaires à un véritable règlement du problème. Pour eux, 500 000 voix, ça vaut tant, pas davantage. Nous, nous raisonnons autrement. Nous pensons que les problèmes des rapatriés, cela fait partie des injustices à réparer. »

C'est pourquoi la nouvelle proposition de loi élaborée par le P.s. et le M.r.g. prévoit une indemnisation intégrale jusqu'à deux millions de francs lourds (seuil de l'impôt sur le capital prévu par le Programme commun) et le moratoire définitif des dettes des rapatriés réinstallés. Les principales associations de rapatriés ont, d'ores et déjà, fait connaître leur approbation des propositions socialistes. « Cela ne sera pas une débâcle inflationniste, précise Jacques Ribs, car les sommes devront être réinvesties dans des secteurs de l'économie à développer dans le cadre de la planification. Et nous considérons qu'il s'agit d'une dette d'honneur de la France. »

MARIE-JOSE BERNARDOT

(1) Pierre Baillet : les Rapatriés d'Algérie en France. Notes et études documentaires. La Documentation française 1976.

changer la vie politique

Prudence fiscale

Le Syndicat national unifié des impôts « s'insurge contre les consignes verbales impératives données actuellement par la Direction générale des impôts à ses agents ». Ordre leur a été donné de ne plus adresser aux contribuables, jusqu'au 19 mars, d'avis de vérification, de notification de redressement, ni de dénonciation ou de remise en cause des forfaits.

Dénonçant ces manœuvres électoralistes qui désorganisent le service public et ne profitent qu'à certaines catégories sociales, le S.n.u.i. a demandé à ses adhérents de ne tenir aucun compte de ces consignes.

Les gaffes de Peyrefitte

La mutation d'office et l'abaissement d'échelon. Telle est la sévère sanction prononcée par Alain Peyrefitte (sur avis de la commission de discipline) à l'encontre de Monique Guemann. Pour le Syndicat de la magistrature, dont elle est vice-présidente, « il s'agit de la sanction la plus grave touchant un magistrat depuis la Libération ». Aussi a-t-il appelé les magistrats à cesser le travail pendant une heure, mercredi 15 février et à tenir des forums et des réunions publiques d'information à cette occasion.

S'élevant également contre une telle sanction, le Syndicat des avocats de France a souligné que « la liberté d'expression des magistrats comme leur liberté syndicale constituent des conditions d'une justice plus indépendante ». Mais chacun sait que, pour Peyrefitte, l'indépendance de la Justice est plus une phobie qu'un objectif.

Témoin encore son intervention basse et mesquine pour empêcher la promotion d'André Braunschweig dans l'ordre de la Légion d'honneur. Conseiller à la Cour de cassation, président de l'Union syndicale des magistrats, Braunschweig est ainsi sanctionné pour avoir dénoncé, en novembre dernier, un projet de rattachement du parquet au ministère de l'Intérieur. Braunschweig s'est félicité de cet incident, qui met l'accent sur la dépendance dans laquelle le Pouvoir entend, contre la Constitution, maintenir les juges.

Décidément, chaque jour isole davantage « Peyrefitte la Trique » !

Le racket électoral (suite)

Maurice Delauney a été rappelé « en consultation » à Paris. Dans l'impossibilité de couvrir plus longtemps l'ambassadeur à Libreville (Gabon), dont les télégrammes établissent l'organisation de la fraude électorale au plus haut niveau, Louis de Guiringaud l'a donc convoqué au Quai d'Orsay à la fin de la semaine pour éclaircissements. Il ne pouvait pas faire moins. On reste en droit d'exiger beaucoup plus. Comme le relèvent les sections C.f.d.t. et C.g.t. du ministère des Affaires étrangères. « M. de Guiringaud n'apporte pas la preuve que la fraude se limite au Gabon... Il se tait sur la législation relative à la neutralité du service politique... Pourquoi, au lieu d'organiser le silence, ne réclame-t-il pas d'urgence avec nous une commission d'enquête extérieure au ministère ou une autre procédure offrant des garanties semblables ? » On imagine sans peine ses raisons. Et son grand embarras, qui transparaît dans la nouvelle lettre qu'il a cru devoir adresser à François Mitterrand pour se plaindre de ce qui a été écrit la semaine dernière dans « l'Unité » sur la participation du ministère à la fraude.

Toutefois, si Guiringaud pense s'en sortir en faisant de Delauney le lampiste de ce scandale, il se trompe fort. D'abord, parce que l'ambassadeur pourrait menacer d'apporter d'autres révélations. Ensuite, parce que des demandes émanant aussi de Côte-d'Ivoire, d'Autriche, du Tchad, du Brésil, de Pondichéry, de Belgique, de Suisse, etc., ont déjà été annulées pour fraude par différents tribunaux d'instance saisis par des militants socialistes. Les révélations de la semaine dernière prouvent aussi que l'Elysée, les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères, plusieurs hauts fonctionnaires de leurs ministères, des diplomates et des dignitaires du régime ont participé de près à la mise sur pied de l'opération. C'est pourquoi François Mitterrand vient de poser au Premier ministre une nouvelle question écrite, à laquelle il faudra bien qu'il réponde.

Que penser, par ailleurs, des jugements qui ont validé des inscriptions plus que douteuses à Nice, Meudon, Marseille, Meaux et Toulouse, sinon qu'ils ont fait preuve d'une incroyable compréhension envers ceux qui défendent une interprétation fort laxiste de la loi du 19 juillet 1977 ? Saisie par les demandeurs socialistes déboutés, la Cour de cassation devrait rendre ses arrêts d'ici à la fin du mois. Sans doute plusieurs jugements seront-ils cassés. D'autres tribunaux d'instance se seront auparavant prononcés à leur tour sur les plaintes dont celui du XVIIIe arrondissement, qui a rendu ce jeudi son jugement sur la requête de Claude Estier pour l'annulation de cinq cents inscriptions de Français du Gabon.

On entre désormais dans une phase juridique longue et complexe, susceptible d'entraîner la contestation des résultats électoraux dans plusieurs circonscriptions.

Les soldats et les bulletins

La Martinique n'est pas épargnée par le racket électoral. Mais, là, les racketteurs sont les officiers de l'armée française qui ont, semble-t-il, décidé de partir en guerre contre Aimé Césaire, à coup de... voix. Les voix des soldats du contingent.

L'hebdomadaire du Parti progressiste martiniquais révélait, dans ses deux derniers numéros, que l'armée avait fait inscrire 88 soldats à Fort-de-France, 88 soldats qui auraient très bien pu voter ailleurs. Mais, plus grave : sur les 88 « certificats de position militaire » que l'armée a bien dû faire tenir à la commission administrative statuant, à Fort-de-France, sur les demandes d'inscription électorale, un seul attestait de la présence d'au moins six mois — condition légalement requise — au camp de Desaix.



La commission administrative refusa donc les 87 autres inscriptions. Las ! le lieutenant-colonel, commandant le 33e régiment d'infanterie de marine, Marc Terrasson, a fait de cette affaire propre à chacun des soldats son affaire personnelle et a saisi le tribunal d'instance. Affaire à suivre.

La fuite d'Haby

Etonnant revirement de René Haby. Il est décidé à abandonner le dossier scolaire, s'il doit se battre contre vents et marées. C'est ce qu'il a affirmé mercredi dernier au cours d'un déjeuner-débat, organisé par l'Association des journalistes universitaires.

René Haby ne désavoue pas le dossier scolaire, mais il n'en revendique plus la paternité. D'après lui, c'est une idée des enseignants. Il a été conçu par eux avec, comme chef de file, le recteur Gauthier. Aujourd'hui, il ne comprend pas pourquoi enseignants, parents d'élèves et journalistes sont contre. Alors, il se dit prêt à abandonner, après l'avoir vivement défendu, cet enfant qui ne serait pas de lui...

→



dipapacéquoi par Piem

A califourchon sur deux hypothèses le père et son petit garçon caracolaient à travers la campagne. On pouvait apercevoir au loin, surgissant de la brume, les sommets encalculés de Lifop et de la Sofres. La terre était gelée et les sabots des deux hypothèses résonnaient sur la route pavée d'intentions de vote.

Tout en trottant, le père et le fils bavardaient selon leur habitude.

« Dis, papa, explique-moi les sondages !

— C'est enfantin, dit le père. Si l'on tient compte du transfert des intentions de vote pour le second tour, sans oublier un certain nombre de critères par rapport à une typologie des circonscriptions région par région, en fonction d'un pourcentage des catégories socio-professionnelles correspondant à l'éventail politique, afin de créer une différenciation différente de la projection des calculs simulés, par rapport aux reports précédents, on obtient une extrapolation mathématique qui prend en compte une série d'ingrédients subalternes. Tu comprends cela ?

— Très bien, dit le fils, qui était loin d'être un imbécile ; mais doit-on tenir compte de la probabilité simulée du calcul global du coefficient positif ou négatif personnel des données locales individualisées ?

— Bonne question, qui mérite réflexion », dit le père en tirant sur les rênes de sa monture.

En effet, un grain de sable s'était glissé entre deux pavés d'intention de vote et l'hypothèse, un instant cabrée, avait fait un écart de quelques voix.

Ils avancèrent un moment, silencieux. Un sondeur tournoyait au-dessus des deux cavaliers, les ailes de son éventail politique largement déployées. On entendait au loin ronronner un ordinateur. Un Lecanuet sur les dents traversa la route à toute vitesse sur ses petites pattes et passa inaperçu.

« Ce qui est important, mon fils, c'est le résultat.

— Alors, remplaçons la simulation de vote par la stimulation ! »

Eperonnant leurs deux hypothèses, le père et le fils se lancèrent au Gallup. L'urne était au bout du chemin, une rose s'y épanouissait.

L'hypothèse était devenue réalité.

→ Quant à la formation des enseignants, c'est pour René Haby une tarte à la crème. L'enseignement n'est pas une technique professionnelle qu'on enferme dans une formation. Pour bien enseigner, il n'y a pas de recettes. C'est ce qu'il a appris après avoir fait carrière dans l'enseignement, mais aussi après les quarante-quatre mois de bons et loyaux services au ministère de l'Education.

Ajoutons que les propos tenus devant les journalistes par le ministre sont parfaitement contradictoires avec les mesures annoncées par Raymond Barre à Blois : « Donner aux professeurs des lycées et collèges la formation pédagogique approfondie nécessaire aujourd'hui à l'exercice de l'enseignement. »

Hersant en perdition

Le « groupe des cinq » — ils ne sont plus que quatre depuis la mort de Louis Gabriel-Robinet —, c'est-à-dire le groupe des cinq personnalités à qui le tribunal a reconnu, en 1970, la propriété de l'autorisation de paraître du « Figaro » après la mort de Pierre Brisson, se fâche. Il menace de mettre en question les accords passés en 1975 avec Robert Hersant.

Motif : Hersant dans un numéro spécial du « Figaro », édité pour la campagne électorale qu'il mène à Neuilly-sur-Seine, s'est vanté de contrôler et de diriger les rédactions du « Figaro » et de « France-Soir ». Pour défendre la liberté de la presse menacée. Sans rire... Alors qu'il fait l'objet de plaintes émanant des syndicats de journalistes pour viol des décrets de 1944 sur la presse.

Mais, malgré l'appui de Chirac et de Barre, la partie est perdue pour Hersant, si l'on en croit les sondages. Florence d'Harcourt (suppléante d'Achille Peretti), que le R.p.r. avait écartée comme une malpropre, au nom du féminisme sans doute, obtiendrait 43 % des intentions de vote ; et Hersant : 15 %.

Nationalisons !

On parle un peu moins des nationalisations. Pourtant, dans quelques semaines elles risquent fort d'être au premier plan de l'actualité. Pour comprendre les motifs, l'enjeu, les moyens d'un retour à la collectivité des grands groupes industriels, pour participer vraiment aux grands débats qui suivront, à l'élaboration du Plan, quelques ouvrages sont à lire dès aujourd'hui.

* « Le Socialisme industriel » (P.u.f.), par Alain Boublil.
* « Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France » (Seuil), par P. Allard, M. Beaud, B. Bellon, A.-M. Lévy, S. Liénart.
* « La Banque et les groupes industriels à l'heure des nationalisations » (Calmann-Lévy), sous la direction de François Morin.
* «Entreprises nationalisées et socialisme »(Cerf), par Philippe Brachet.
* « L'Economie de spéculation » (le Seuil), par Jean Peyrelevade. Celle sur le franc vient de rappeler son importance dans l'économie libérale. A lire pour savoir comment la maîtriser.
* « Socialiste de raison », par Edgard Pisani (Editions Flammarion). La découverte d'un des cent chemins qui mènent au socialisme, une découverte réconfortante pour l'avenir.
* « Sortir de la crise », par Christian Goux (Editions Flammarion). Analyser le capitalisme, défricher le réel. Puis définir une politique qui « sorte » la France de la crise. C'est la démarche de Christian Goux. Une démarche à suivre.

Les samedi 18 et dimanche 19 février « LA FETE DU CANTON » organisée par les sections socialistes d'Orthez et de Puyoo (Pyrénées-Atlantiques)
• Animation musicale, buffets et buvettes
• Carrefours et meetings politiques avec les candidats socialistes

changer la vie sociale

Chômage : la manipulation des chiffres démontrée

« Chômage et manipulation des chiffres au bluff sur l'emploi » : tel est le titre d'un très sérieux document syndical élaboré par les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. de tous les organismes ayant affaire à l'emploi (Agence nationale pour l'emploi, Insee, Affaires sociales, administration centrale du ministère du Travail, Commissariat général au Plan).

Les chiffres du chômage, on le sait, peuvent être manipulés. A un mois des élections, encore plus que d'habitude, le ministère du Travail peut être tenté de tout faire pour montrer qu'il n'y a pas tant de chômeurs. Ce document accuse : il met en cause les modifications apportées par le gouvernement au recensement des demandeurs d'emploi.

Comment les compte-t-on ? Six cents agences de l'A.n.p.e. fournissent les renseignements. Total : 1 120 000 demandeurs d'emploi à la fin de janvier.

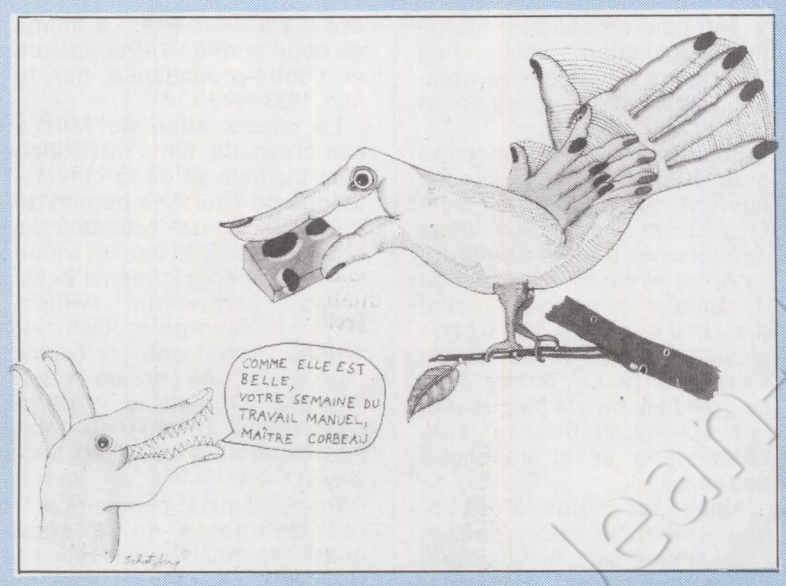
Mais, certains demandeurs sont rayés et disparaissent des statistiques : un chômeur qui ne va pas pointer, par exemple. Cette mesure a fait disparaître des fiches 38 000 demandeurs en janvier.

Autre disposition : la « ligne emploi », appliquée actuellement dans trente agences, et très bientôt dans d'autres. Elle permet d'« oublier » des chômeurs : 10 000 ont ainsi disparu en janvier ; on pense qu'ils seront 60 000 à la fin de février.

Des tours de passe-passe qu'il était utile de dénoncer. Et qui rendront peut-être Christian Beullac plus prudent.

Habillement : sur du velours

L'action paie : en faisant le bilan, les salariés de l'Habillement viennent de constater qu'ils avaient obtenu ces derniers mois — et après la



semaine d'action organisée dans leur secteur entre le 30 janvier et le 3 février — des succès non négligeables.

Au hasard : les salariés du Petit Magicien, à Marseille, ont obtenu 3 % d'augmentation et une prime de fin d'année de 150 F. Ceux de Veleda, à Chaumont, une prime de fin d'année portée de 500 F à 1 000 F, et l'embauche de jeunes sous contrat. Ceux de Tepo, à Brest, la cinquième semaine de congés payés, deux jours pour Noël et pour le 1er janvier, et l'ouverture de discussions sur le treizième mois... Quelques exemples parmi d'autres.

• L'indice des prix de la C.g.t. enregistre pour janvier 1978 1 % d'augmentation sur l'indice du mois de janvier 1977, soit, en un an, un accroissement de 12,4 %.

Les lunettes noires du ministre

Le 20 avril 1977, Henri Stephan, contrôleur stagiaire du travail à la direction départementale du Travail et de l'Emploi du Rhône, a été licencié pour manque de loyauté envers la hiérarchie. L'intéressé et la C.f.d.t. ont saisi le tribunal administratif — dont la décision a été : annulation du licenciement par jugement du 26 janvier 1978. Le ministère du Travail, qui a pour vocation la protection des droits des travailleurs, se voit lui-même condamné pour violation du statut de la Fonction publique.

Pourtant, Christian Beullac, ministre du Travail, a affirmé catégoriquement — mais imprudemment — devant une délégation C.f.d.t. conduite par Edmond Maire que, s'il y a un dossier dont il est sûr, c'est bien celui-là.

Henri Stephan, ainsi que d'autres contrôleurs et inspecteurs du travail (Moncharmont, Bart, Reverdy...) font partie de ceux que Christian Beullac a mis sur la touche et qui, à son avis, font leur travail avec une « certaine couleur de lunettes » (propos tenus le 25 août 1977 par le ministre à Clermont-Ferrand devant le patronat local).

Parallèlement, les cas de répression antisyndicale et de pression à l'égard des agents de l'inspection du travail, pour les inciter à fermer les yeux sur l'application du Code du travail, se sont multipliés (licenciements, avertissements, blâmes, blocage de notes, réduction de primes...) et ont motivé la grève du 24 novembre 1977, dont le mot d'ordre était : « Halte à la répression ! » La C.f.d.t. attend l'exécution de la décision judiciaire, à savoir la réintégration effective d'Henri Stephan, et elle exige l'arrêt immédiat des mesures de répression syndicale. Mesures qui, dans le secteur privé, seraient passibles de peines correctionnelles.

Le procureur n'est pas bon enfant

Chacun se rappelle la longue grève de la Cachat (Saeme), à Evian et Amphion, avec occupation des locaux en juin et juillet 1977, qui a été marquée par la décision d'expulsion prise par le tribunal de grande instance de Thonon, par la procédure de l'ordonnance sur requête.

L'ordonnance sur requête est rendue dans le secret du cabinet du président du tribunal sur la simple demande de la direction de la Saeme, qui définit seule le cadre du contentieux. A l'inverse, dans une procédure en référé, les deux parties sont convoquées (employeurs et travailleurs) et peuvent s'expliquer lors d'une audience contradictoire. L'union locale des syndicats C.f.d.t. de Thonon et Evian, avait donc protesté publiquement et par voie de presse en dénonçant le parti pris de la procédure suivie.

En septembre 1977, le procureur de la République porte plainte contre le secrétaire de l'U.l.-C.f.d.t. pour avoir « cherché à jeter le discrédit sur une décision juridictionnelle, et à porter atteinte à l'autorité de la Justice et de son indépendance ».

Le 26 novembre 1977, le secrétaire de l'U.l.-C.f.d.t. est cité à comparaître le 21 décembre devant le tribunal de police correctionnelle. Le 18 janvier 1978, le jugement est rendu, le condamnant à 200 F d'amende.

Le P.s. — présent sur le terrain dès le début de la grève de juin et juillet — a participé, avec les organisations syndicales et politiques de gauche, à une réplique massive contre cette répression syndicale, qui s'est concrétisée en particulier par 1 500 signatures sur une pétition et par une protestation commune des organisations populaires auprès du procureur de la République, exigeant l'abandon de toutes poursuites.

changer la vie culturelle

Ballade d'immigrés

En dialecte, « safrana » signifie exil. C'est ce mot que le Mauritanien Sidney Sokhona a choisi comme titre de son film « Safrana ou le Droit à la parole ». Evocation de leurs divers destins d'immigrés, cruels problèmes et humour mêlés, par quatre Africains allant travailler la terre dans l'est de la France.

Pour la deuxième fois, l'auteur de « Nationalité : immigré » (prix Georges-Sadoul 1975) nous interpelle à travers une œuvre très personnelle. (Débats avec le cinéaste après la projection les 17 et 21 février au cinéma la Clef, 34, rue Daubenton, Paris 5e.)

« Connaissez-vous le G.R.M. ? »

Le Groupe de recherches musicales (G.r.m.) est rattaché depuis 1975 à l'Institut national audio-visuel (I.n.a.). Il s'agit, en réalité, d'une « vieille maison », dont les débuts remontent à 1948 et à la naissance du premier studio de musique concrète, avec pour pionniers Pierre Schaeffer et Pierre Henry. Aujourd'hui, c'est François Bayle, compositeur plus jeune, qui dirige le G.r.m.

Six grandes activités ont été mises en place autour de la musique concrète et électro-acoustique (la musique instrumentale au sens classique y est peu présente) : formation, animation, recherches théoriques et appliquées, création, publication, diffusion et conservation.

En attendant des concerts plus fréquents, six disques figurent déjà sous le sigle I.n.a.-G.r.m., dont les deux derniers-nés d'Alain Savouret : « l'Arbre et caetera », mélange dynamique et parfois répétitif de musique électro-acoustique, de piano et de Pierre Henry. On notera chez ce grand ancêtre la fraîcheur et la simplicité, l'influence extra-européenne et le traitement des voix.

Ainsi, aux côtés d'ensembles instrumentaux comme 2E2M, l'Itinéraire, mais surtout l'Ircam qui entrera prochainement en activité, le G.r.m. constitue un autre pôle permanent de fonctionnement de la musique présente (pour tout renseignement, écrire au G.r.m., 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris. Tél. 224.27.96 et 224.29.88).

Documents rares au festival de Bondy

C'est toujours un petit événement cinématographique que le festival de Bondy. Pour sa troisième édition, qui se déroulera du 17 au 23 février à la salle Malraux (avenue de la République, Bondy), ce festival explore de nouveau la veine historique exploitée avec succès il y a deux ans. Le thème de cette année : « Propagande et contre-propagande par le film, 1933-1945 ».

La collaboration du Musée autrichien du film, du British Film Institute et de la cinémathèque de Toulouse permet de présenter treize programmes d'œuvres pour la plupart inédites en France, signées d'aussi grands noms que William Wyler (« Memphis Belle »), Alberto Cavalcanti (« Yellow Caesar »), John Huston (« San Pietro »), Joseph von Sternberg (« The Town ») ou John Ford (le célèbre « Battle of Midway »).

On verra aussi plusieurs pièces maîtresses de la série quasi légendaire réalisée en 1943-1944 par Frank Capra et Anatol Litvak... Informations et programme à A.b.c., 23 bis, rue Roger-Salengro, 93140 Bondy (Tél. : 847-18-27).

Lagoya, Rampal et... Bolling

Le pianiste Claude Bolling n'a pas froid aux yeux. Il ne se contente pas d'avoir dirigé une magistrale session « à la Basie » de grand orchestre (R.c.a. CYL 6406).

Pour sa — et notre — jubilation, il a écrit deux suites dont il partage l'interprétation avec deux solistes classiques : avec le flûtiste Jean-Pierre Rampal (CY 3005) et avec le guitariste Alexandre Lagoya (CY 3007). Et tant pis pour ceux qui ont desœillères, ou des oreillères...

Rennes à l'heure du Québec

Ils partirent des côtes ouest pour aller fonder la Nouvelle-France : des Poitevins, des Charentais, des Normands et quelques Bretons. Ils sont devenus les Québécois. La Bretagne recommence à s'en souvenir. La maison de la culture de Rennes, par exemple, accueille, jusqu'aux premiers jours de mars, une « Suite québécoise ».

Deux expositions : un « Photomontage » de Pierre Guimond, du 1er au 15 février, et « l'Amérique québécoise » de Michel Saint-Jean, du 15 au 18. Un groupe de chanteurs : Beausoleil-Broussard, le 24. Une pièce de théâtre : « Quatre à quatre » de Michel Garneau, le 28 février et le 1er mars. Un film : « l'Amour blessé » de Jean-Pierre Lefebvre, les 1er, 2 et 3 mars.

LE PALAIS DES ARTS 20H45

325 rue Saint-Martin - tél. 272.62.98

Métro : Réaumur-Sébastopol - Strasbourg Saint-Denis

un héros national nommé

RUFUS

avec Rosalie et bien entendu son inséparable, vieille, fidèle, compréhensive VALISE

entree 20 francs au lieu de 35

les dimanches 12 et 26 février et 12 et 26 mars

aux porteurs de ce bon

Petites annonces

Ville de Sassenage (Isère), 3 km de Grenoble : recrute d'urgence directeur services techniques par mutation ou sur titres Syndicat communes. Qualification demandée : chef de section si mutation, ou adjoint technique promouvable chef de section.

Adresser candidatures et C.v. à M. le Maire, 38360 Sassenage avant le 18 mars 1978.

Feyzin (banlieue lyonnaise), 8 000 habitants, souhaite réaliser une animation autour du livre et améliorer la bibliothèque municipale actuelle. En projet : son transfert dans des locaux adaptés. Recherche bibliothécaire (2e cat.). Ecrire avec C.v. à M. le Maire, 69320 Feyzin.

Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne) 12 000 habitants, recrute :

— Un rédacteur ou chef de bureau responsable du service comptabilité ;

— Un commis ayant connaissance du service du personnel ;

— Un gardien de police.

Adresser C.v. détaillé et références à M. le Maire, 77330 Ozoir-la-Ferrière.

Issoudun (Indre) 17 000 habitants (lycée - collège - C.e.t.) recrute pour le 1er avril 1978 un adjoint technique spécialisé en bureau d'études génie civil (travaux publics et bâtiments).

Adresser candidature avec C.v. à : Mairie d'Issoudun 36100.

ESPAGNE : ARLEQUIN BAILLONNE

Arlequin bâillonné... Ce n'est pas un titre de Commedia dell'Arte, mais une pièce qui se joue en ce moment en Espagne avec trois acteurs principaux : le peuple, Suarez et l'armée. Avec un grand thème : la liberté d'expression

Le 29 janvier dernier, le journal espagnol « Mundo Diario » titrait : « Boadella a perdu douze kilos ». En un peu plus d'un mois d'emprisonnement. Arrêté le 15 décembre 1977, il avait été interné le jour même à la prison Modelo de Barcelone. Il a été transféré depuis à l'hôpital Clinico. Il s'y trouve encore.

Qui est Albert Boadella ? Un « anarchiste » ? Un « dangereux terroriste » ? Un homme qui risque de mettre la Catalogne à feu et à sang ? En fait, Boadella est simplement metteur en scène de théâtre, directeur d'une troupe qu'il a fondée en 1962 : Els Joglars, c'est-à-dire les Jongleurs. Quel délit a commis Boadella ? Pourquoi est-il emprisonné ? Son crime pourrait s'appeler liberté : liberté de parole, liberté d'expression, liberté de création. Boadella a, en effet, osé monter une pièce ! Il aurait dû se taire. Tel est en effet l'avis de la « Capitania General » de Catalogne, des militaires de Barcelone.

Les Jongleurs en règle

Pour avoir eu l'audace de faire son métier, Boadella a été emprisonné, inculpé d'« injure envers les forces armées ». Il doit passer en conseil de guerre dans le courant de février, les militaires tenant évidemment secrète la date du procès... Il risque quatre ans et demi de prison. Serions-nous retournés aux pires temps du franquisme ? L'Espagne serait-elle devenue, comme certains l'ont affirmé à propos de cette affaire Boadella, une « dictature sans dictateur » ?

L'emprisonnement de Boadella révèle, en tout cas, un conflit latent entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire. Les militaires de Barcelone ont interdit et veulent condamner ce que les fonctionnaires de Madrid avaient autorisé. Le spectacle incriminé, intitulé « la Torna », a en effet été estampillé par le visa de censure de la Direction générale des spectacles (un service du ministère de l'Information et du Tourisme) le 6 septembre 1977. L'attestation portait même la mention : « autorisé pour tous les publics ». Les Jongleurs sont donc partis en règle à travers l'Espagne :



« la Torna » a été jouée sous chapiteau en Aragon, en Euskadi et en pays valencien. En Catalogne aussi. Jusqu'à cet après-midi du 30 novembre 1977 où, à quelques heures de la représentation prévue dans la ville de Reus, la troupe reçoit un coup de téléphone d'un individu qui se dit militaire et « conseille » de suspendre le spectacle. Les Jongleurs passeront outre, mais le 11 décembre l'interdiction sera officialisée par les autorités militaires.

La vie de Heinz Chez

Boadella est un antifranquiste convaincu. Pendant tout le temps où le caudillo a sévi, il s'est refusé à jouer un seul spectacle parlé ; tout son art reposait sur le mime et le cirque ; mais pas un seul mot ! C'était sa façon de protester contre la censure et de la tourner en dérision. « La Torna » raconte (en masques et en costumes d'Arlequin) la vie de Heinz Chez, apatride polonais accusé du meurtre d'un garde civil, condamné à mort et « garrotté » le même jour que Puig Antich, en plein printemps de 1973. Le procès et l'exécution de Chez avaient eu lieu à Reus. Et, comme par hasard, c'est là que les militaires se sont manifestés la première fois contre le spectacle de Boadella et de sa troupe.

Les militaires n'ont donc pas frappé au hasard. Ils ont voulu signifier clairement que, pour eux, la « démocratisation » entreprise par Juan Carlos et son Premier ministre Adolfo Suarez ne devait pas dépasser certaines limites. Ils étaient sûrs d'eux, de leur coup de poing sur la table. Boadella serait sacrifié pour l'exemple : pour faire savoir au roi que les militaires sont encore là. Tout le monde aurait peur, personne n'en parlerait, la radio et la télévision se tairaient, la presse écrite serait évasive. Mais il semble bien que les militaires aient commis une sérieuse erreur d'appréciation. Car l'Espagne entière ne parle plus que d'Albert Boadella !

Suarez bafoué ?

A peine la nouvelle de l'arrestation de Boadella connue, l'Assemblée permanente du Spectacle de Barcelone se réunit et décide d'une semaine d'action, qui culmine par une grève générale à l'échelle du pays le 22 décembre 1977 : de Séville à Bilbao et de Valence à Saragosse, tout s'arrête pendant vingt-quatre heures, les salles des fêtes, les cabarets, les théâtres ; des tournages de films et des émissions de télévision sont interrompus. Quelques jours plus tard, quand tous les Jongleurs sont mis en liberté surveillée, un comité de solidarité est créé. Par deux fois, le 7 et le 21 janvier, les manifestations prévues par ce comité sont interdites. Mais rien n'a pu finalement arrêter la protestation populaire.

Cela s'est passé vendredi dernier, 10 février 1978, au Palais des Sports de Barcelone. Ce jour-là, une « soirée de chanson catalane pour la liberté d'expression » était autorisée. Quatorze mille personnes dans la salle. Pas un chanteur n'était encore en scène que déjà la foule lançait ses slogans : « Solidarité avec les Jongleurs », « Liberté pour Boadella ». La soirée s'est terminée dans l'émotion : quatorze mille personnes debout, chantant avec Lluis Llach et Raimon.

L'affaire est mal engagée pour les militaires. L'indignation a désormais dépassé les frontières de l'Espagne et son écho les rangs des partis progressistes de Catalogne. Michel Piccoli, Maxime Le Forestier, Jean-Louis Barrault et des dizaines d'autres personnalités ont réclamé publiquement la libération d'Albert Boadella. Perpignan a connu samedi dernier une journée de solidarité avec les Jongleurs. Les militaires de Barcelone vont-ils pouvoir retenir longtemps encore Boadella dans leurs geôles ?

On peut poser la question autrement : Adolfo Suarez va-t-il se laisser bafouer publiquement par quelques gradés nostalgiques ? Peut-il à la fois plaider pour la démocratie et accepter le retour des bâillons ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

PORTUGAL : LE REVE EST PASSE

Pris au piège des mots, des souvenirs et des désirs, nous avons projeté un Portugal qui n'existait pas. Le rêve est passé et la déception est réelle



Le Portugal ne fait plus recette. L'annonce de l'accord P.s.-C.d.s. a semblé laisser indifférents ceux qui, il y a peu, passaient des nuits à parler de Lisbonne. C'est qu'une fois la fête terminée, les illusions rouillées, la presse et les intellectuels français n'ont pas résisté à la grisaille du quotidien. Le Portugal ne leur renvoyant plus aucun écho de leurs propres mythes, nombreux ont été ceux qui ont préféré l'oublier plutôt que de tenter de décoder la réalité.

C'est que les événements qui se sont déroulés à Lisbonne depuis trois ans sont, au sens fort du terme, dérangeants. Il était simple d'applaudir les militaires du M.f.a., chargés alors de toutes les vertus révolutionnaires. Il était confortable d'expliquer l'alliance de l'armée et de la révolution au nom d'une étrange conception du tiers-mondisme. Il était facile d'oublier les pressions d'un P.c. pas encore sorti de sa préhistoire. Enfin, après le 25 novembre, parler de « trahison » a évité de s'interroger sur la réalité du Portugal, sur les mouvements sociaux qui le traversent, sur la structure, l'implantation et la pratique des partis politiques présents. Mais chacun, au nom de ses apriorismes, a préféré passer l'expérience portugaise par profits et pertes pour conserver ses illusions.

Pourtant, la mystification ne suffit pas à tout expliquer. Il faut y ajouter la déception. Car elle est réelle : le rêve est passé. Or, ce rêve était le nôtre et non pas celui des Portugais. C'est à peine si quelques-uns d'entre eux le partageaient. Pris au piège des mots, des souvenirs et des désirs, nous avons projeté un Portugal qui n'existait pas. Et nous avons voulu expliquer « là-bas » avec ce qui existait ici ou ailleurs.

Il suffit de se souvenir du rôle joué par le P.c.p. pour comprendre. Les quatre derniers mois ont suffisamment rappelé à ceux qui l'avaient oublié à quel point le Parti communiste français était un partenaire difficile, quelquefois même incompréhensible, pour que puissent être mieux expliquées les réactions des Portugais durant l'été de 1975. Comprendre — ce qui ne veut pas dire approuver — les méandres de la politique portugaise signifie d'abord comprendre les rapports complexes entre les partis politiques et le corps social. Car les étiquettes, les volontés officielles affirmées par les leaders subissent parfois d'étranges distorsions.

A Lisbonne au lendemain du 25 Avril, quatre partis prirent d'assaut le public. Chacun avait un programme, un leader, quelques militants. Mais, entre eux et les Portugais, existait un vide. Dû à l'absence. Et il a fallu que les mois passent pour que deviennent perceptibles les hiatus existant entre chaque parti et son électorat. Il en est du P.s.p. comme des autres. Ses dirigeants parlaient de socialisme. Ses électeurs n'en voulaient certainement pas autant. « Libéré » par une intervention pratiquement extérieure, sans lutte réelle si ce n'est celle d'une infime minorité, le peuple portugais souhaitait peut-être tout autre chose que ce que nous rêvions pour lui. Ce décalage entre parti et électorat n'a qu'un temps. Ou bien un parti est capable de pousser, de tirer son électorat vers ses positions, sur son projet, ou bien son électorat l'attire, le noie. A Lisbonne, c'est ce qui vient d'arriver au P.s. Poussé par le P.c. à la solitude, minoritaire dans le pays, il a géré l'héritage. Mais tout l'incitait à rendre évident dans le champ politique et dans les institutions le règlement qui était intervenu dans le camp militaire, le 25 novembre 1975. L'accord entre le C.d.s. et le P.s.p. n'est rien d'autre que la légalisation politique des rapports de forces. Certes, il faut regretter que s'enlise ainsi l'espoir. Mais il faut être lucide. Pour ne pas ici semer des illusions.

Solitaire, condamné à être minoritaire, il aurait fallu au P.s.p. un autre passé pour

« tenir ». Il lui aurait fallu aussi une autre conjoncture économique et d'autres amis.

Il est injuste, dangereux, de juger trop vite, d'oublier le poids du passé lorsque l'on cherche à analyser un cheminement politique. Après le 25 Avril, tout est allé trop vite. Voulant gérer l'acquis d'un mouvement dont il n'était pas le premier responsable, le P.c.p. avait tenté une révolution rampante. Abrité derrière un M.f.a. miné de contradictions, il avait investi l'appareil d'Etat, poussé à la socialisation bien au-delà de ce qui était acceptable par l'immense majorité des Portugais. L'armée « révolutionnaire » n'a pas résisté : aujourd'hui, le P.c. est sur la touche, et les militaires dans les casernes. Et c'est au tour des autres partis de connaître les mêmes reclassements.

Cela dit, il reste à s'interroger sur le compromis passé entre le P.s.p. et le C.d.s. Coincé entre un parti de droite qui n'a pas voté la Constitution et le P.s., prisonnier d'un responsable, Francesco Sa Carneiro, qui, depuis, a passé la main, le P.s.d. semblait pourtant le partenaire rêvé pour un compromis plus « présentable ». Mais qui doute que, sous peu, il rejoigne la fragile coalition ? Il fallait aller vite. Le pays avait besoin de crédits et, à l'étranger, au F.m.i. ou en R.f.a. — ces deux dispensateurs de devises lourdes —, on souhaitait un minimum de paix sociale : un accord entre un parti pour qui a voté la moitié de la classe ouvrière et le parti du patronat semblait donc tout indiqué. Cela obtenu, gageons que les conditions de prêts seront moins draconiennes. Ce premier accord a donc permis à Mario Soares de parler de « compromis historique ».

Et, tout comme Enrico Berlinguer, il a eu, dès lors, des ennuis sur sa gauche : courant janvier, s'est constitué autour d'Antonio Lopes Cardoso, l'U.e.d.s. (l'Union de la gauche pour la démocratie socialiste), regroupant des militants déçus par le P.s.p. et des syndicalistes Mais la « légitimité sociale » dont semblent, pour l'instant, investis le P.s.p. et le C.d.s., risque fort, à court terme, de limiter les possibilités d'action d'un tel mouvement. Contraint à une stratégie défensive, coincé entre un P.c. repoussoir et un P.s. toujours au pouvoir et oublieux, c'est le moins que l'on puisse dire, de son programme, l'U.e.d.s. va commencer une longue marche dont l'issue n'est pas encore évidente.

Car tout dépendra du rapport qui, peu à peu, se décantera entre parti et électorat — une fois les expériences faites, les « clientèles » mesurées, les intérêts de classe pris en compte, affirmés et assumés. En 1974, les Portugais souhaitaient la liberté. Ils l'ont. Rien n'a encore pu les frustrer du droit à la parole que les militaires, sans le savoir, leur ont rendu. Demain, ils se battront pour d'autres droits. Dommage qu'aujourd'hui ne soit pas demain.

GUY PERRIMOND

JACQUOU LE CROQUANT EN RIBATEJO

Il faut lire « Torre Bela » que Francis Pisani vient de publier aux Editions Simoën. Une parution discrète, à l'heure où le Portugal a quitté l'affiche, ne doit pas priver ce livre de la vaste et fraternelle audience qu'il mérite. D'abord, parce que cette évocation rapide des tribulations d'une exploitation coopérative sur les bords du Tage est beaucoup plus qu'un de ces livres-témoignages que produisent dans la hâte journalistes et intellectuels engagés.

« Torre Bela » séduit par la chaleur humaine qui l'habite et retient par l'agencement subtil d'un kaléidoscope de personnages et de situations, au travers duquel finit par apparaître l'image reconstituée d'une réalité sociale fascinante. « Torre Bela » émeut par la minutie de l'évocation réaliste et par son tragique quotidien rapporté sans complaisance.

Car ce « roman vrai » peut apparaître au lecteur inattentif comme un invraisemblable drame populiste. Qu'on en juge : en trois cents pages et après une présentation rapide des lieux et de l'époque, Francis Pisani nous convie à suivre au jour le jour les luttes et les difficultés d'une quarantaine d'ouvriers agricoles, pour la plupart analphabètes et totalement alcooliques, qui tentent de remettre en culture une partie d'une immense propriété (1 100 ha de bois et de champs) laissée à l'abandon, à 60 kilomètres de Lisbonne, par une branche cadette de la maison de Bragance ; cela au milieu de l'imbroglio politique qui suit le 25 novembre 1975 et des tentatives de reconquête que la droite agraire tente de réaliser sous l'œil souvent bienveillant des forces de l'ordre, de nouveau assurées de leur avenir.

Cramponné comme ses coopérateurs au « chemin de terre de la réalité », Francis Pisani nous force à rencontrer, à aimer ces personnages improbables qui trouvent enfin leur chance quand une société trop longtemps figée se lance à la recherche d'un nouvel équilibre.

Joao Meiodia, septième fils d'ouvriers agricoles misérables, dont le frère jumeau est mort de faim à quelques mois il n'y a guère plus de vingt ans, lui, qui — enfant — volait des choux pour se nourrir et qui demande aujourd'hui à ses camarades d'accepter la présence de son vieux père pour le sauver d'une ivrognerie sans fin. Wilson, le baroudeur, « fruit pourri d'un arbre pur », travailleur agricole « gagnant autant qu'un homme à quatorze ans », commando de marine à dix-sept, maquereau et pilleur de banque manqué à vingt-cinq, fer de lance de l'occupation du domaine, pivot de la coopérative à vingt-sept ans. Celestina, à qui Torre Bela a enfin offert deux lits pour coucher ses quatre filles, elle qui était « si malheureuse avant, quand elle voyait l'une dormir avec les pieds de l'autre dans la bouche ». Maria do Rosario, l'ouvrière agricole qui participe sans broncher aux luttes de la coopérative tout en continuant à distribuer le peu d'argent qu'elle gagne à plus pauvres qu'elle, en accomplissement d'un vœu fait à la Vierge pour la guérison de son enfant. Et le padre progressiste, et l'ingénieur agronome, expert de la réforme agraire, que rebute la boue des chemins. Et tous les autres...

Ils sont là, à table, dans les champs, sur les routes, ils s'engueulent et, mieux que par une analyse abstraite du mouvement des forces sociales, mieux que ne pourrait le faire la langue de bois des penseurs professionnels, mieux qu'en suivant le théâtre d'ombre qui anime les couloirs des ministères et des états-majors, nous voyons apparaître certaines des questions posées et souvent restées sans réponse, lors de la « révolution des Œillets ».

On peut sans doute discuter certains des présupposés de l'auteur. Son évocation des conditions sociales et économiques dans lesquelles Salazar et Caetano ont laissé le Portugal, ses analyses des rapports entre Torre Bela et son environnement local et national sont assez schématiques. Il reste que la force et la richesse de sa description sont telles qu'il nous permet de trouver réponse à nombre de questions que le Portugal a posées à tous ceux qui, de près ou de loin, y ont trouvé source d'espoir pendant trois ans : quels rapports rechercher entre les initiatives de la base et l'action des états-majors politiques, entre les « masses » et les « avant-gardes » ? Comment tenter de dépasser, dans les faits, l'opposition entre les villes et les campagnes ? Peut-on, en définitive, espérer que chacun prendra réellement en main toute son existence ? « Si ceux-là ont pris en main leur destin, répond Pisani, pourquoi pas nous ? Pourquoi pas tout le monde ? »

A l'heure où les luttes internes qui ont déchiré la gauche portugaise en 1975 produisent leurs fruits politiques vénéneux, pour le plus grand plaisir de la droite, à l'heure où à Lisbonne de nombreux militants déçus cherchent à reconstruire un mouvement socialiste qui traduise les aspirations populaires, à l'heure où se préparent ici des luttes politiques décisives, il faut lire « Torre Bela ».

MICHEL GERVAIS



ANDRE HENRY, SECRETAIRE GENERAL DE LA FEN : « MEMBRE DU P.S., JE N'Y EXERCE AUCUN MANDAT. L'ACTUALITE ILLUSTRE LA CONFUSION QUI RESULTE DU CUMUL DES MANDATS »



« L'UNITE ». — André Henry, ce congrès de Nantes a paru à tous les observateurs assez terne, sans passion, sans affrontement. A quoi attribuez-vous cet état de choses ?

ANDRE HENRY. — Les observateurs semblaient attendre du congrès de Nantes de la Fédération de l'Education nationale des affrontements « sanglants ». Il n'y a pas eu de sang, mais des discussions sérieuses, passionnées, et en définitive positives pour toute la Fen.

Quel spectacle aurions-nous donné, si à quelques mois des élections législatives les différents courants de pensée du monde syndical français, rassemblés dans la Fédération de l'Education nationale, s'étaient « étripés » à Nantes ?

Je souhaitais un congrès de la responsabilité. Il a été celui de la sérénité et de la détermination, et je m'en réjouis.

Vous parlez de majorité renforcée. Cependant la tendance majoritaire n'a progressé que de moins d'un point, et la principale minorité a diminué de moins encore. Ne doit-on pas plutôt parler de blocage ?

Dans ce cas précis, le terme de blocage n'a aucun sens. Après une progression très nette au congrès de 1976 à Grenoble, la majorité nationale de la Fen a de nouveau progressé de près de 2 % pour le vote du rapport moral et de près de 1 % pour le vote d'orientation.

C'est donc une évolution nette, qui tend à rapprocher le courant majoritaire Unité, indépendance et démocratie du chiffre des 60 %.

Une telle évolution est une victoire pour la Fen tout entière. Elle marque une confiance accrue dans les responsables, et réduit à leur juste proportion, les critiques systématiques et les dénigrements de ceux qui réservent leurs coups principaux à la Fen plutôt qu'au pouvoir en place.

J'accueille un tel résultat comme une chose normale et naturelle.

N'oublions pas que les oppositions de tendances dans la Fen ne sont que le reflet des oppositions syndicales au plan général entre les grandes centrales syndicales françaises.

La différence, c'est que la Fen est unitaire et très représentative.

S'il y a blocage, comme vous le dites, n'est-ce pas au niveau de l'ensemble du syndicalisme français qui ne regroupe guère plus de 20 % des travailleurs, alors que la Fen rassemble près de 75 % des personnels de l'Education, de la Recherche et de la Culture ?

Vous ne contesterez pas cependant le caractère formel, je dirai même liturgique, de certains débats où viennent s'affronter, avec un talent inégal, les ténors des cinq tendances ?

Le libellé d'une telle question est excessif. Les débats au congrès de la Fen sont la résultante des multiples débats dans les congrès départementaux où sont présentés les motions et les amendements. Un congrès de la Fen est la résultante de débats démocratiques. N'est-ce pas mieux qu'un forum permanent, ou toutes les « magouilles » sont possibles ?

Cela dit, il nous faudra sans doute rechercher et trouver une meilleure forme des débats du congrès. Cela fait partie des propositions que j'ai faites.

La démocratie peut toujours être améliorée.

Malgré tout, le fait qu'il n'y a pas de bataille d'amendements possible, par exemple, enlève de l'intérêt à ce type de congrès.

La Fen est une organisation responsable. Ne devrait-on pas plutôt se réjouir qu'un congrès d'une grande organisation regroupant 550 000 membres soit à l'abri de « coups de congrès », c'est-à-dire d'entente fractionnelle, ponctuelle, et circonstancielle qui se ferait sur le dos des syndiqués et sûrement contre leur propre intérêt ?

L'existence des tendances dans la Fen illustre l'expression naturelle de la démocratie. Cela n'a évidemment pas que des avantages, et bien des côtés formels, qui peuvent être perçus comme négatifs, devront être revus.

Mais les délégués à un congrès de la Fen sont des délégués mandatés et représentent des travailleurs fortement syndiqués, et non pas une petite minorité.

On peut regretter quelquefois les vifs échanges entre les tendances, mais ceux-ci ne sont-ils pas préférables aux règlements de comptes des centrales syndicales françaises, qui se font le plus souvent par voie de presse ?

On a bien plutôt le sentiment de plus en plus que la Fen est constituée essentiellement de deux appareils parallèles, ceux des deux grandes tendances. A Nantes, Unité et action avait son propre service de presse, a organisé son repas de presse, etc.

Je préférerai toujours les difficultés d'une organisation sur la base des courants de pensée, aux unanimités trompeuses et au monolithisme, qui cachent, en fait, bien des subordinations.

Mais j'ai moi-même mis en garde au congrès les minorités contre la tentation de la fraction. Dès lors qu'un courant de pensée organise son expression propre, son financement propre, il agit très exactement comme le faisait Force ouvrière en 1947-1948 : il porte en germe la division.

Mais les résultats des votes à Nantes, à commencer par le léger recul de la principale minorité de la Fen, ne sont-ils pas la condamnation de cette attitude fractionnelle ?

L'appel que nous avons lancé aux minorités est un appel profond, sincère et sérieux.

Nous le mettons en pratique dès maintenant ; et, au lendemain même du congrès de

Nantes, nous avons fait la preuve de notre volonté d'ouverture pour une meilleure démocratie et un dialogue plus fructueux au sein de la Fen.

Nous continuerons dans cette voie, et chacun prendra ses responsabilités. Ce sont, en définitive, les syndiqués qui trancheront.

Cette démocratisation ne serait-elle pas conçue aussi pour améliorer la vie de votre majorité ? Certains des militants majoritaires auraient reçu votre appel au désistement au second tour comme un soutien direct au P.s., dont vous êtes membre, et ces militants, selon d'aucuns, estimeraient que vous avez franchi la « ligne jaune ».

Je suis membre du Parti socialiste, mais je n'y exerce aucun mandat. L'actualité illustre avec éclat la confusion qui résulte du cumul des mandats politiques et syndicaux.

Le congrès de Nantes aura été le congrès de l'indépendance, mais une indépendance qui ne saurait se confondre avec un apolitisme desséchant.

La Fen n'a jamais été étrangère aux grands événements d'actualité. Est-il besoin, par exemple, de rappeler la prise de position de la Fen et des autres centrales syndicales lors de l'élection présidentielle de mai 1974, en faveur du candidat unique de la gauche ?

Mais il faut être clair : vous ne verrez pas le secrétaire général de la Fen présider un meeting de François Mitterrand. C'est alors que nous aurions beaucoup de mal à faire croire à notre indépendance.

Nous n'avons agressé au congrès de Nantes aucun parti politique, et surtout pas le Parti communiste français. Nous n'avons distribué ni bons ni mauvais points. Nous avons répété ce que nous estimions juste au nom des syndiqués de la Fen. J'ai la faiblesse de penser que notre position correspond aussi largement à celle de la grande masse des travailleurs.

Qu'avons-nous dit ?

En septembre 1977, nous avons indiqué que personne ne comprendrait que l'élévation du nombre des nationalisations soit un prétexte pour rompre la dynamique unitaire dans la gauche.



Au congrès de Nantes, nous avons indiqué que les travailleurs, et les gens de gauche en général, ne comprendraient pas que tous les partis de la gauche ne se désistent pas au second tour pour le candidat le mieux placé. Et nous avons ajouté que le Parti communiste français porterait une lourde responsabilité devant l'Histoire s'il mettait sa menace à exécution, et s'il décidait en fait le choix de la droite.

Que l'on compare cette prise de position de la Fen à celle des autres centrales syndicales, et que chacun juge laquelle est la plus proche de l'indépendance syndicale.

Si la Fen s'était tue, qu'aurait-on pensé ? Et quel autre langage responsable aurions-nous pu tenir ?

Les formules mêmes, fort gênées, que nous avons entendues de certains camarades minoritaires dans le congrès se rapportaient toutes, en fait, à celles d'un parti : on sait lequel.

Nous avons tenu à ne pas nous immiscer dans les débats de fond, mais à traduire le souci profond des travailleurs de notre pays.

Et après mars, envisagez-vous des actions communes avec la C.g.t. et la C.f.d.t. ?

Cela relève du syndicalisme-fiction.

Quel que soit le résultat de l'échéance politique de mars 1978, les priorités de la Fen ne changeront pas de nature. Ce sont les mandats du congrès de Nantes que nous défendrons devant le prochain gouvernement.

La Fen a cependant réaffirmé sa volonté d'actions unitaires avec les autres centrales syndicales. Si la nécessité s'en fait sentir, et si les conditions sont réunies, nous mènerons les actions unitaires nécessaires avec la C.g.t. et la C.f.d.t. Mais, pour autant, nous n'abandonnerons pas notre recherche des convergences entre toutes les centrales, parce que nous croyons que la grande chance du syndicalisme demain, et plus encore si la gauche l'emporte, c'est de retrouver un jour la voie d'une véritable unité syndicale pour une grande centrale neuve, indépendante et démocratique.

Propos recueillis par
JEAN-PIERRE MOULINS

LES PETITS PRINCES DE MARNE-LA-VALLEE

Les villes nouvelles dont les princes sont des enfants existent. Nous avons rendu visite au Centre de vie enfantine de Marne-la-Vallée pour en être sûrs

L'enfant à la mode ? Il est, en tout cas, ces dernières semaines, d'actualité.

Les 22 et 23 janvier, se tenaient à Paris, à la Mutualité, les Etats généraux de la petite enfance. Organisés par le Grape (Groupe de recherche et d'action pour la petite enfance), ils ont réuni trois mille huit cents personnes. A Beaubourg, trois expositions sont actuellement consacrées à l'enfance : « les Enfants en ville », « l'Enfant, sa maison, son quartier », et « Environnement et petite enfance ».

Cette dernière exposition permettait de découvrir beaucoup de réalisations étrangères, principalement ouest-allemandes, concernant les équipements destinés aux enfants d'âge préscolaire. Et, surtout, un exemple français original, les C.p.e. (Centres de la petite enfance).

Il en existe actuellement une quinzaine en France, baptisés parfois différemment, car ils se sont adaptés aux besoins locaux et dépassent le cadre de la « petite enfance ».

Ainsi, à Marne-la-Vallée et à Villeneuve de Grenoble, le C.p.e. est devenu Centre de vie enfantine.

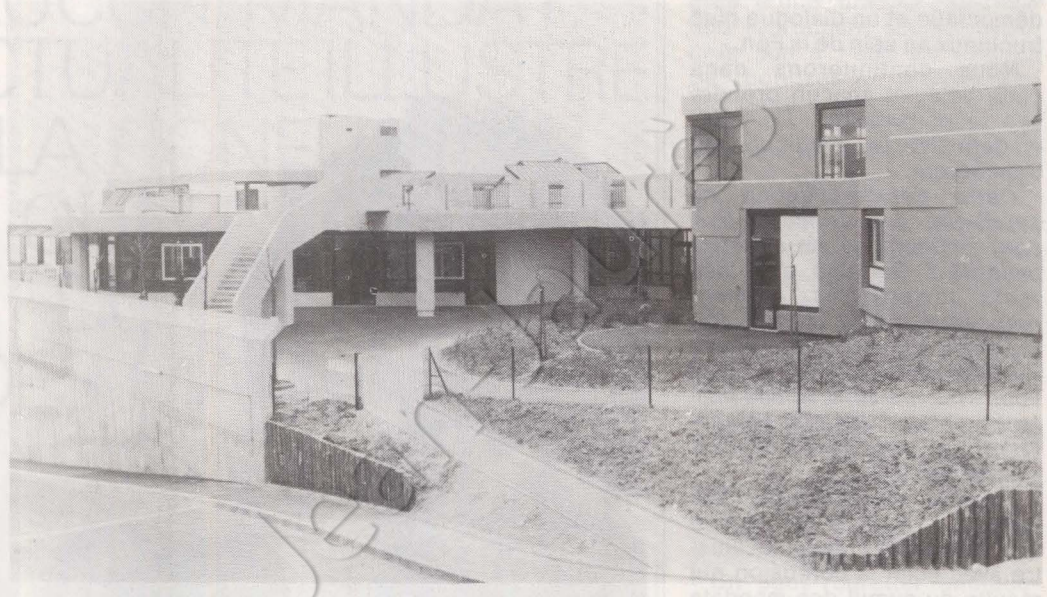
L'idée des centres de la petite enfance est née dans la Sorbonne de Mai 68. Une institutrice de maternelle, Françoise Lenoble-Prédine, passionnée par les événements, abandonne son école de banlieue pour créer une crèche sauvage à l'intérieur de la Sorbonne.

Visage fin, les cheveux cachés par un foulard multicolore, elle explique : « Tout en berçant les bébés des étudiants montés sur les barricades, j'ai imaginé un lieu où les petits seraient des citoyens à part entière... »

Lorsque les C.r.s. envahissent la crèche, Françoise Lenoble-Prédine est contrainte à l'abandon. Elle décide alors de fonder l'Association des centres de la petite enfance. Elle vient de remporter le prix de la vocation. Son million en poche, elle quitte et la banlieue et l'enseignement.

Le but de l'Association est de réunir toutes les personnes susceptibles de s'intéresser aux problèmes posés par la garde des jeunes enfants et de tenter de les résoudre.

Médecins, architectes, sociologues, enseignants, puéricultrices assistent aux premières réunions. Et définissent les objectifs : constituer un cycle préélémentaire cohérent de la naissance à six ans, pouvant s'articuler avec l'enseignement primaire, favoriser les relations étroites avec le milieu environnant. Enfin, l'équipe nécessaire au bon fonctionnement du C.p.e. doit être multidisciplinaire, mixte, et permettre aux parents une large participation.



Trois architectes : Pastrana, Girard et Bourdon, un sociologue, Flamand et Françoise Lenoble-Prédine travaillent à la préparation d'une maquette qui concrétise les idées de l'association.

Pédagogie nouvelle

Le projet est soumis au ministre de l'Education nationale de l'époque, Edgar Faure, puis exposé pour le cinquantenaire des écoles maternelles françaises. Enfin, en 1973, il est présenté à l'Institut pédagogique national. Les délégués des villes nouvelles défilent devant la maquette, la commentent, et emportent l'idée avec eux.

Quelques mois plus tard, des C.p.e. sont programmés à Istres, Vitrolles, L'Isle-d'Abeau, Villeneuve de Grenoble, Marne-la-Vallée...

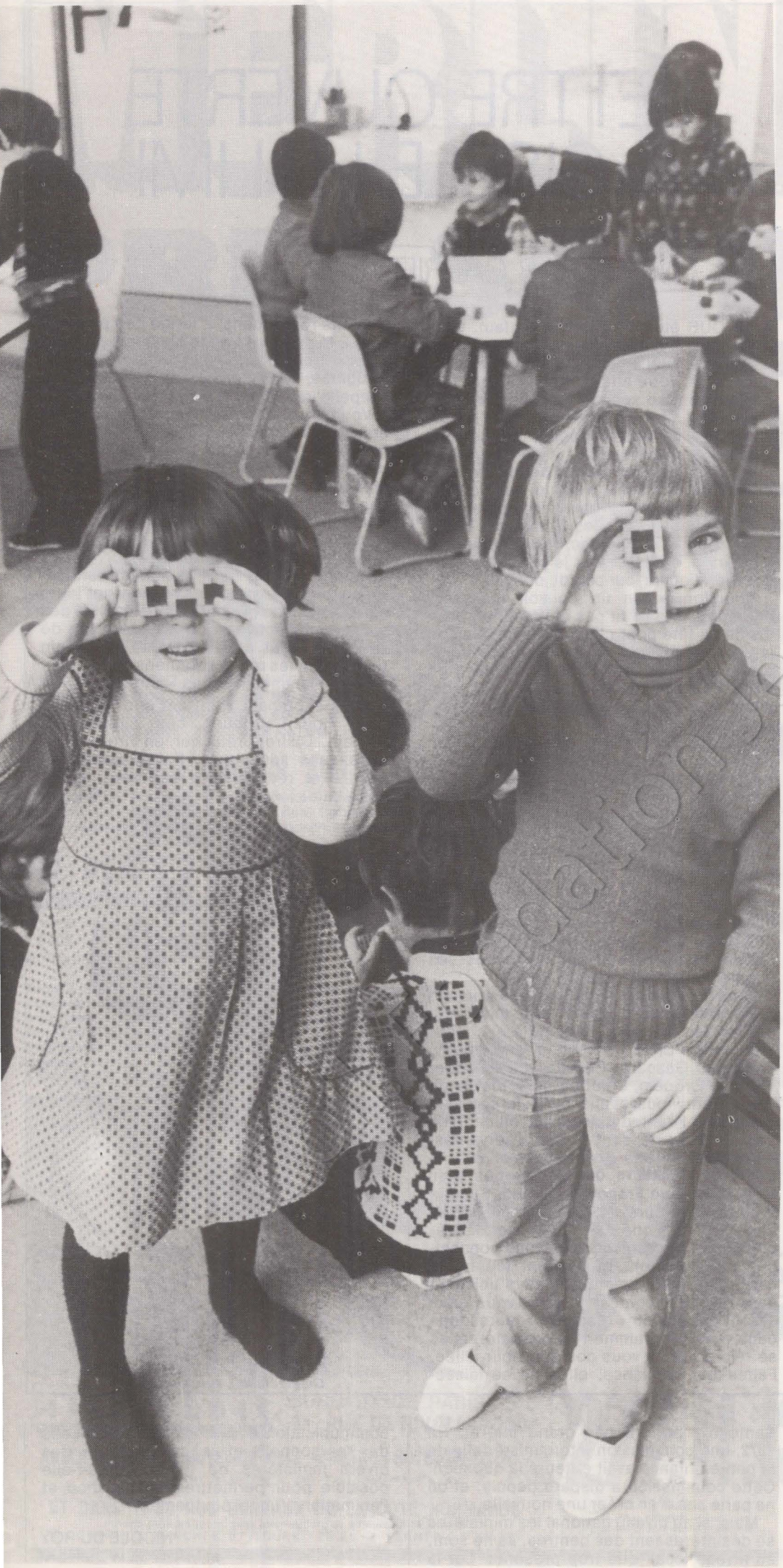
Les C.p.e. sont une juxtaposition d'équipements : crèche collective, école maternelle, paternelle et fraternelle, centre de loisirs avec lieux de réunions parents-enfants, maison des enfants, plaine de jeux, centre médico-social. Ces différents équipements — et c'est ce qui importe — communiquent entre eux.

Mais les centres ouverts connaissent déjà des difficultés de fonctionnement, de gestion et de formation du personnel.

« On est frappé de voir des enseignants ne pas utiliser le plein équipement des C.p.e., raconte Françoise Lenoble-Prédine. Pour se repérer, ils recréent des classes, petites, surchargées, laissent les cloisons mobiles définitivement fermées. »



La directrice et une institutrice maternelle du Centre de vie enfantine de l'Arche Quédon.



Car, qui dit C.p.e., dit pédagogie nouvelle. Les enseignants qui y sont nommés doivent avoir suivi des stages préparatoires. En principe... Mais la réalité est tout autre.

A l'Arche Guédon — un bien joli nom teinté d'insolite dans une ville qui ne l'est guère, Marne-la-Vallée —, le Centre de vie enfantine (qui accueille les enfants de la naissance à onze ans), fraîchement achevé, vient en partie d'ouvrir. Quatre classes maternelles sur les quatre prévues, six classes de primaire sur les dix prévues y fonctionnent depuis un mois.

Le droit à la parole

La directrice stagiaire de l'école maternelle, jeans et longues nattes, explique : « Nous n'avons pas reçu de formation spécifique. Pourtant, l'expérience, passionnante bien sûr, déroute aussi. Le matin, nous travaillons de façon traditionnelle avec les enfants, par classes d'âge. L'après-midi, nous « décloisonnons ». C'est-à-dire que nous nous retrouvons, toutes classes mélangées, autour d'un même thème : en ce moment, les poissons. Cela suppose, de la part des institutrices, des facultés d'adaptation, un goût du travail en commun. Ce n'est pas simple. Il est souvent plus confortable de s'installer dans un poste « tranquille », qui n'oblige pas à se mettre en question, et d'y rester des années !... »

L'utilisation des locaux pose aussi quelques problèmes.

Ainsi, les architectes ont installé dans les classes des petits des pataugeoires d'intérieur... que l'inspectrice a fait aussitôt recouvrir. A-t-on déjà vu des enfants s'ébattre dans l'eau à l'intérieur d'une classe ?

Mais un mois, c'est court pour que les habitudes se perdent au profit d'autres méthodes. Et les institutrices comptent bien utiliser leurs pataugeoires.

Du côté du primaire, déjà, on ne parle plus de classes, mais de salles d'exercices. Les élèves s'y groupent par quatre ou six autour de tables de couleurs.

Ils ont eu droit à la parole et ont pu discuter avec les architectes. Pastrana et Girard, ceux-là mêmes qui ont participé à la conception des C.p.e. avec Françoise Lenoble-Prédine.

« Pourquoi les barrières en béton des cours ont-elles plusieurs formes ? — Pour que cela ressemble un peu à un château fort, ont répondu les architectes. Les arrondis forment des tours, et vous pouvez vous cacher derrière. — Et les radiateurs, pourquoi sont-ils si peu solides ? . — Un radiateur, c'est comme un capot de voiture, ce n'est pas fait pour sauter dessus ! ».

Les enfants, interrogés sur leur école, ont tous insisté sur son volume : « C'est →

→

vaste, on a eu peur, les premiers jours, de ne pas s'y retrouver. » Et sur les couleurs, qu'ils aiment, où dominent le blanc, le brun, le jaune pour les murs, l'orange, le vert, le bleu pour le mobilier.

Le centre de vie enfantine couvre 6 000 m2. Outre les classes maternelles et primaires, ouvertes en partie, il groupe une crèche collective, un hôpital de jour, un club d'enfants, un dispensaire et un centre de protection maternelle et infantile.

L'ensemble est géré par le Syndicat communautaire d'aménagement (S.c.a.) de l'agglomération nouvelle de Marne-la-Vallée, qui réunit six communes : Champs-sur-Marne, Croissy-Beaubourg, Emerainville, Lognes, Noisiel et Torcy.

« Nous avons eu beaucoup de retard, dit Daniel Vachez, président du S.c.a. et maire adjoint socialiste de Noisiel. Le groupe scolaire qui aurait dû être ouvert en septembre ne l'a été qu'au mois de janvier. Ce qui nous a obligés à organiser le transport des enfants jusqu'au groupe scolaire de Champs pendant tout le premier trimestre. Nous espérons ouvrir la crèche au printemps et l'hôpital de jour en septembre prochain. Ce sera une antenne du service psychiatrique de l'hôpital de Lagny. »

Le « scolaire » ne crée pas trop de difficultés, encore que, avoue Daniel Vachez, « nous avons un peu peur de faire une école de luxe. Rien qu'à cause du mobilier, par exemple. Adapté aux besoins, il est très mobile, donc cher car non traditionnel ».

Et le reste ? Que donnera la « machine C.v.e. » ? On ne sait pas encore très bien ce que deviendra le club d'enfants. Les adultes viendront-ils y participer avec les enfants à des activités ?

Le C.v.e. qui se veut ouvert à tous (ouverture soulignée d'ailleurs par les architectes puisqu'un passage permet aux habitants du quartier de traverser l'établissement), dispose de locaux pour les associations. En profiteront-elles ?

Du côté de l'établissement public de Marne-la-Vallée (Epamarne), qui a été l'aménageur, on estime que le C.v.e. sera ce que les élus en feront.

« La vraie question, affirme Bertrand Ousset, œil bleu derrière des lunettes d'écaille, est de savoir s'il y a une volonté politique de la part de la collectivité locale. Ensuite, qu'en espèrent les parents et les habitants du quartier ? Et, même s'il y a volonté de participation, il y a un cruel manque de formation. D'ailleurs, à ce propos, l'établissement public est tout disposé à aider le S.c.a. par des séances de formation. »

Qu'ils soient de petite enfance ou de vie enfantine, ces centres sont encore du domaine de l'expérimentation. Des réalisations s'amorcent aux quatre coins du pays. Il semblerait, à l'heure actuelle, que le ministère de l'Education et celui de la Santé n'y portent pas grand intérêt. En 1972, une commission interministérielle de la petite enfance avait effleuré la question. Cette commission a disparu depuis, et on ne parle pas d'en créer une nouvelle.

Mais, si au niveau national les ministères se désintéressent des centres, ils ne sont, au niveau local, que trop présents. Car la communication des locaux entraîne celle des personnels et la collaboration des divers ministères de tutelle. Sera-t-elle possible pour permettre et la gestion et l'animation d'un tel équipement ?

NICOLE DU ROY
et MARYSE WOLINSKI

LETTRE OUVERTE A GISELE HALIMI

PAR GABRIELLE ROLLIN

VOUS êtes féministe, il en faut. Vous fondez un mouvement, c'est votre droit. Vous le présentez aux élections, c'est votre affaire. Vous refusez tout désistement au second tour, libre à vous. Mais alors, ne vous réclamez pas de la gauche ! Qu'elle vous ait déçue, qu'elle vous semble incurablement misogyne, que François Mitterrand se soit permis de vous donner des conseils, voilà qui justifie sans doute à vos yeux, votre changement de cap. Rejetant toutes les formations politiques dans le même sac, vous invitez les femmes à « fausser les jeux électoraux » en revendiquant leur part du pouvoir.

Attention, « pas un pouvoir masculin, dégradé : il ne suffit pas d'effacer un phallus de sa tête pour changer les choses de la vie » ! Non, vous proposez, vous réclamez « un véritable miracle », à l'image de votre Programme commun, et vous concluez, superbe : « La politique sera féministe ou ne sera pas. »

Mais si, maître Halimi, elle sera bonne ou mauvaise, porteuse d'espoir ou de misère, selon le résultat des votes. Vous n'empêcherez pas la Terre de tourner ni les gouvernements de gouverner — à votre barbe, dirai-je si vous acceptiez d'en rire. Tout au plus risquez-vous d'empêcher un candidat ou une candidate socialiste de vaincre celui ou celle de la majorité. Oui, c'est au P.s. que vous enleverez quelques voix. Votre programme reprend de nombreux points du sien. Vous étiez la première ? Quelle importance ? Défendez-vous les femmes ou votre propre cause ?

Vous répliquerez que l'injustice entache toute entreprise dirigée, voire monopolisée par les hommes. Raison de plus pour s'en mêler. Edith Cresson, Yvette Roudy, Françoise Gaspard, Edwige Avice, Marie-Thérèse Eyquem, Colette Audry, les candidates dont nous avons parlé la semaine dernière et tant d'autres qui militent au sein du P.s., ne sont ni des « servantes-électrices » ni des « candidates-alibis » — pas plus d'ailleurs que les dames d'en face, telles que Françoise Giroud, Simone Veil, ou les sœurs d'à côté, comme Marie-Thérèse Goutmann. Elles ont ouvert la brèche dans ce machisme que vous condamnez pertinemment et souvent (ce fut le cas pour l'avortement), elles s'unissent dans un même combat. Elles ne vous accuseront pas d'avoir « récupéré » leurs idées dans votre programme ; au contraire, elles se réjouiront de vous compter pour alliée. Faites-leur confiance, elles ne se laisseront pas rouler dans la farine des promesses. Elle désirent trop le changement pour le compromettre en se tenant à l'écart, réfugiées, sous votre égide, dans quelque chapelle intégriste.

Vous en avez consulté soixante-dix pour établir votre catalogue de propositions où le meilleur alterne avec le pire, les judicieuses réformes du Code civil avec la création de commissions antisexistes chargées d'interdire les films, émissions et journaux pornographiques — et donc d'établir une censure. Et que dire des utopies comme « ce restaurant pour grands ensembles dont les habitants seraient tenus de consommer les repas vingt jours par mois afin de permettre la rentabilité des cuisines collectives » ou la publication de ces « ouvrages traitant du sexe féminin fournissant les réelles données de son plaisir avec planches, coupes », etc. ?

Vous exprimant « en tant que femme », vous nous attribuez ces billevesées. Demain, Claire Bretécher en tirera quelques gags succulents. Puissiez-vous en sourire et redescendre sur terre, parmi nous !



Gisèle Halimi, vue par Coureuil.

MERLIN S.A vous fait profiter de ses

PRIX SACRIFIES

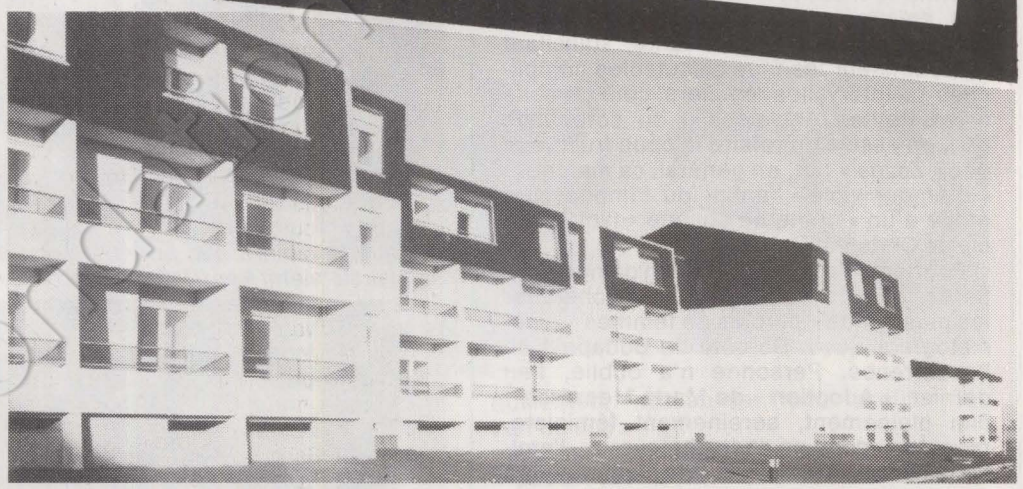
SUR LA COTE NORMANDE

PRES DE LA MER !

SUPERBES 2 PIECES GRANDE SUPERFICIE AVEC BELLE LOGGIA

FAITES UNE AFFAIRE SENSATIONNELLE !

AVEC SEULEMENT UN PREMIER VERSEMENT DE 5 % A LA RÉSERVATION, 15 % A LA SIGNATURE DES ACTES NOTARIÉS ET LE SOLDE, SOIT 80 %, AVEC POSSIBILITÉ DE CRÉDIT BANCAIRE PERSONNALISÉ A LONG TERME.



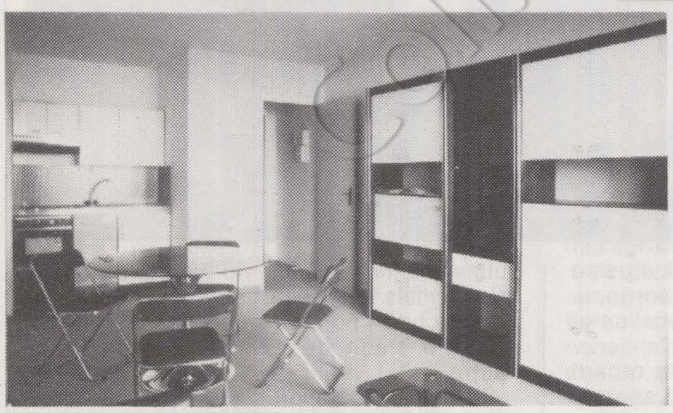
VOUS POUVEZ CHOISIR SUR PLACE !

Vous pouvez également entrer immédiatement en possession de votre appartement dès l'acceptation de votre dossier crédit, ou dès paiement comptant.

NE PERDEZ PAS DE TEMPS

Venez nous voir d'urgence car ils "partent" vite !
(Cette vente promotionnelle n'est valable que jusqu'a épuisement du stock)

Bloc cuisine entièrement équipé avec plaques de cuisson électriques, plus four - évier inox avec égouttoir - meuble rangement sous évier - réfrigérateur 130 l - salle de bains aménagée - chauffage électrique intégré par radiateurs - sol moquette - double vitrage - conformité avec toutes les normes. TRAVAUX CONTROLÉS PAR LE BUREAU SOCOTEC.



A 2 H 15 ENVIRON DE PARIS, (ENTREE DE L'AUTOROUTE) DANS LA RESIDENCE « PÉGASE »
une jolie petite résidence de 2 étages entièrement terminée

EXEMPLE UN 2 PIECES GRANDE SUPERFICIE AVEC BELLE LOGGIA

SACRIFIÉ : 99.000 F

PRIX VALABLE JUSQU'A EPUISEMENT DU STOCK

merlin S.A.

BUREAUX DE PARIS
31, RUE DE RIVOLI - 75004

ANGLE PLACE DE L'HOTEL-DE-VILLE – MÉTRO : HOTEL-DE-VILLE

Bureaux ouverts tous les jours sans interruption de 9 h à 19 h. sauf dimanches

TÉL 277.11.13

ET DANS TOUS NOS BUREAUX DE LA COTE NORMANDE
ouverts tous les jours, sans interruption, de 9 heures à 19 heures
Y COMPRIS DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS – FERMÉS LE MARDI

Crédit par la banque de
LA HENIN COGEFIMO, réalisés par
M. Potier de la Varde à Caen (14)

NOUS VOUS CONSEILLONS D'ALLER VISITER AILLEURS ET SI, POUR 99.000 F, VOUS TROUVEZ UN APPARTEMENT TERMINÉ ÉQUIVALENT... BRAVO ! IL Y A PLUS FORT QUE NOUS...

ELLES TOUTES

Maintenant, on sait que le cinéma est bisexuel. Pourquoi, cependant, des films au féminin — sur les femmes, ou faits par des femmes, ou les deux ? Hasard ou rencontre prévisible ?

A vrai dire, allez donc mettre dans le même sac, pour évoquer d'un mot les plus anciennement parus, des produits aussi différents que les œuvres de Coline Serreau, de Diane Kurys et de Yannick Bellon : « Pourquoi pas ! », ou le goût de la liberté, celle de trois « désirants » — deux hommes et une femme — regardée avec humour et pudeur par une cinéaste un peu sage qui veut « changer (quelque chose de) la vie ». « Diabolo-Menthe », ensuite, ou l'art de savoir vendre ses souvenirs d'adolescence, récupération récitative et complaisante, sollicitant du spectateur les plus discutables complicités : à intervalles réguliers, côté garçons (« les Petites Anglaises ») ou côté filles (ici), on essaie de refaire le coup fructueux des « Zozos » ; et, en général, ça marche... « L'Amour violé », enfin, ou l'impitoyable étude d'un « crime de société » (voir l'article de Christine Cottin).

Pourtant, c'est peut-être loin de nos frontières, comme on dit, qu'il faut chercher les plus riches « paroles de femmes » cinématographiques. Du côté de Budapest en l'occurrence. Personne n'a oublié, l'an dernier, « Adoption » de Marta Meszaros : film pleinement, sereinement féministe, racontant, dans un style chaleureux, l'amitié d'une ouvrière d'une quarantaine d'années avec une cadette malheureuse. Puis vint « Neuf Mois », de la même cinéaste hongroise. Admirable portrait de femme ; une petite manutentionnaire éprise de liberté, Juli, qui en forge durement les moyens — en sacrifiant ses soirées à étudier pour devenir ingénieur agronome — et en accepte le prix éventuel : la solitude, qu'elle préfère finalement — en quittant Janos, le fiancé décevant de conformisme — à la soumission. Portrait attentif de couple, aussi. Portrait cruel de société, enfin : celui de hiérarchies d'usine insupportables, Hongrie socialiste ou pas, celui des désastreuses conventions familiales et des tabous moralistes, Hongrie socialiste ou pas.

Toutes choses qu'on retrouve dans « Elles deux », synthèse un peu des deux précédents films. Comme dans « Adoption », une femme d'une belle quarantaine — l'âge de Marta Meszaros elle-même, ce n'est pas indifférent — établit de réconfortants liens de « sororité » avec une femme plus jeune, mais comme elle en quête (déçue) de bonheur. De « Neuf Mois » cette



Juli (Juli Monori) et Mari (Marina Vlady).



Julia (Vanessa Redgrave)et Lillian (Jane Fonda).



fois, on retrouve le décor social, l'usine omniprésente, le bureaucratisme borné, le paternalisme, la pruderie, le phallocratisme inavoué...

Venu de « Neuf Mois » aussi, le regard posé et maintenu sur le couple. Les couples, plutôt, pour ce qui concerne « Elles deux » : celui de l'ouvrière Juli, la cadette, avec un mari alcoolique, fascinant raté ; celui de Mari, l'aînée (Marina Vlady), directrice du foyer ouvrier et épouse d'un technocrate qui la délaisse au profit de sa carrière... Un petit miracle, pas si fréquent dans le cinéma féministe militant : non seulement Marta Meszaros ne juge pas utile de caricaturer ses personnages masculins, même les plus violemment mis en cause, mais elle sait que l'angoisse est la même chez l'homme que chez la femme quand il s'agit de bâtir la relation avec l'autre.

Quand le poète dit : « Est-ce ainsi que les hommes vivent ? », cela veut dire : hommes et femmes. Marta Meszaros fait sienne l'interrogation et n'en exclut personne. Sa réponse amère arrive à la dernière image d'« Elles deux », avec le cri soudain, dans la nuit et le froid, de la petite fille de Juli, silencieuse tout au long du film : « Elle ment, tout le monde ment ! »... Reste, faute de mieux, la « sororité », qui transforme progressivement Mari et Juli,

l'une donnant à l'autre un peu de sa force sereine et recevant d'elle un peu de sa sauvage exigence.

Cette recherche d'une sorte d'osmose et cette puissance rayonnante des liens qui peuvent unir deux femmes — voilà qui nous change heureusement du cliché du monopole viril de l'amitié — font tout le prix de l'œuvre d'un homme, cette fois : « Julia », de Fred Zinnemann. Bel album de souvenirs qu'évoque « off » l'héroïne du film à la première personne : la romancière américaine Lillian Hellman. Les débuts de sa carrière, la gloire naissante, le soutien de l'écrivain Dashiell Hammett, dont elle était la compagne... Marque sur tout le passage fulgurant, dans la vie de la jeune femme, d'un personnage qui l'hypnotise dès son adolescence : la belle, la riche, la surintelligente Julia, qu'elle ne reverra plus tard que désarticulée sur un lit d'hôpital, dans la Vienne des années trente où le nazisme montant ne supporte pas qu'on s'oppose à lui. L'amitié de Lillian et Julia culmine avec l'expédition que la première accomplit en Allemagne hitlérienne en 1937 et qui sera l'ultime occasion d'une main serrée, d'un dernier regard échangé dans un café de Berlin...

La finesse du scénario et sans doute aussi le fait pour Zinnemann d'être un Autrichien qui a fui le fascisme, tout cela donne une résonance inattendue au film de ce fabricant d'œuvres habituellement surfaites (le western bidon « Le train sifflera trois fois », le pseudo-antimilitariste « Tant qu'il y aura des hommes », pour ne rien dire de l'hilarant « Au risque de se perdre »). Et puis surgit quelqu'un qui fait du joli et conventionnel « Julia » de Zinnemann un film assez bouleversant : le duo Vanessa Redgrave (sublime) - Jane Fonda, merveilleuse quadragénaire qui mène l'œuvre de la première à la dernière séquence.

Finalement, la recette est assez simple, pour un ou pour une cinéaste, s'il s'agit de réussir sur les femmes un film juste et sensible : il suffit de faire très exactement le contraire de Bertrand Blier. Cet immortel auteur nous avait déjà donné le phallo-putassier « les Valseuses », plein de chiennes en chaleur, de femelles s'armant pour réduire les mâles réfugiés en maquis.

« Préparez vos mouchoirs » est de la même veine. Là, il s'agit d'un ménage triangulaire où la femme se dépérit faute d'être engrossée. Une petite conne bouchée à Mozart, une tricoteuse incapable d'imaginer de changer de modèle de pull, etc. Mais, vous explique Blier, c'est ça ou l'autre femme du film : la barmaid facile. Mère ou putain, voilà la femme, et ne cherchez surtout pas comme les deux héros à la sortir des fourneaux et des couches-culottes, chacun à sa place !

Voilà, pour l'année, un des plus beaux spécimens de film-poubelle.

SERGE RICHARD

UN VIOL TRES ORDINAIRE

Dans le monde de rapports de violences où nous vivons, tout homme est un violeur qui s'ignore et toute femme une violée en puissance. C'est ce que nous dit Yannick Bellon avec « l'Amour violé », un beau film grave et brutal



Yannick Bellon pendant le tournage de « l'Amour violé ».

Sur l'écran, un viol. Insoutenable de réalisme. Mais plutôt moins atroce qu'un bon nombre de viols répertoriés dans les annales de la police. Ni tortures, ni brûlures de cigarettes, ni mutilations. Tout juste des paires de claques, histoire de faire comprendre à la victime qu'une résistance inconsidérée pourrait avoir de funestes conséquences... Un viol banal, en quelque sorte, collectif — quatre hommes s'en prennent à une femme —, simplement parce que les viols collectifs représentent un pourcentage important des agressions de ce type.

Le parti pris de Yannick Bellon repose sur une enquête solide. Au point de départ de son dernier film, « l'Amour violé », une constatation : trop de gens ignorent l'étendue du préjudice moral subi par la victime. « Après tout, c'est moins grave qu'une jambe cassée », affirme-t-on trop souvent. Pour donner une idée de l'horreur d'une telle agression, ce cinéaste des demi-teintes et des nuances subtiles n'a pas hésité à recourir à des images brutales. Avec, en fin de parcours, un but avoué : dénoncer le viol, non comme un accident, mais comme la conséquence logique des violences quotidiennes perpétrées contre les femmes.

Grenoble et son cirque de montagnes. Dans cet environnement superbe, Nicole, une jeune infirmière, vit auprès de sa mère, insouciante et heureuse, en attendant que son fiancé termine son service militaire. Et puis, un soir, tout se brise. En se rendant chez un couple ami qui l'a invitée à dîner dans la banlieue grenobloise, elle s'arrête pour acheter des cigarettes. Quatre jeunes gens, ni voyous, ni éméchés, lui adressent quelques compliments goguenards. Rien de plus que de la drague. Sans y prêter attention, Nicole reprend son vélomoteur et s'éloigne tranquillement, nez au vent pour profiter de l'air du soir.

Qu'est-ce qui va pousser les jeunes gens à passer de la parole aux actes ? Pas la « misère sexuelle », dans tous les cas : l'un d'eux est un bon père de famille, heureux avec sa jeune femme. Impossible non plus d'expliquer cela par la montée d'une subite pulsion incontrôlable : de propos goguenards en réflexions sallaces, « l'envie de rigoler », comme ils disent, se précise inexorablement. Et quand Nicole s'aperçoit qu'une camionnette blanche la suit, il est trop tard. Renversée dans le fossé et embarquée comme un vulgaire paquet jusqu'à la forêt voisine, la voilà prise dans un engrenage dont rien n'arrive à la sortir, ni ses supplications, ni ses tentatives de fuite. Proie traquée, battue, elle n'a plus qu'à se soumettre.

Pas un instant ses agresseurs ne semblent perturbés par le spectacle lamentable qu'elle offre. Rien de moins séduisant que cette ombre de femme au visage déformé par la terreur, les gifles et les larmes. En quelques images, Yannick Bellon a tôt fait de monter que jamais le charme de la jeune fille n'a été au cœur de la préoccupation des quatre hommes. Et cela pas plus quand ils la draguent — ils l'ont à peine vue →





Yannick Bellon avec deux de ses interprètes, dont Nathalie Nell (au centre).

— que lorsqu'ils la violent. En fait, seule leur propre virilité les intéresse. Un seul souci les anime : faire la démonstration de la puissance sexuelle que partout ils affichent et revendiquent. Une fois l'objectif atteint, dans la plus parfaite indifférence, ils rejetteront Nicole comme un objet usé, désormais inutile.

Comme toutes les femmes violées, Nicole veut d'abord mourir. Puis, victime submergée par la honte de l'outrage subi, elle choisit de se taire. D'oublier. Sentiment illogique, sans doute, mais que Nathalie Nell, interprète admirable du personnage de Nicole, a elle-même éprouvé après le tournage de la scène du viol. Inexplicablement, elle a eu honte « vis-à-vis de l'équipe du film, vis-à-vis des futurs spectateurs ». Pendant plusieurs jours, elle a dû lutter contre l'horreur qu'elle s'inspirait à elle-même, contre l'envie de se cacher, de ne plus exister.

Tout son entourage va encourager Nicole à garder le silence. Sa mère d'abord, la poignante Tatiana Moukhine, incarnation vivante de l'abdication des femmes fondée sur la certitude que la parole ne peut qu'apporter des malheurs supplémentaires. Et surtout son fiancé, Alain Fourès, sympathique jeune coq qui n'a retenu qu'une chose : en bafouant sa fiancée, on a porté atteinte à sa propriété personnelle. Il ne veut pas que cela s'ébruite sous peine de passer pour le « cocu » de l'affaire. « Et moi ? », hurle Nicole. Elle, tout le monde l'immole pour le plus grand confort de la société — et pour le sien, veut-on la persuader.

Très fort, elle essaie elle-même de croire à tout cela. Mais sans cesse son visage chavire. Un haussement imperceptible des sourcils, un tremblement du menton. Efforts inutiles pour contenir un désespoir qui, sans cesse, lui emplit les yeux de larmes. Deux mois sans faire l'amour : son fiancé s'impatiente. Mais elle ne peut pas. Une étreinte dans les herbes folles, une main qui effleure sa cuisse : autant de gestes qu'elle ne supporte plus. Face à son désarroi, même la chaleureuse compréhension de sa grande amie, Michèle Simonnet, ne pourra rien.

C'est pourtant de cette femme solidaire que viendra la solution : il faut porter plainte. « Et si tu ne le fais pas pour toi, fais-le pour les autres. » Nicole sait ce qui l'attend. Elle sera punie de son audace. D'abord, son fiancé, furieux, la quitte. Et puis, victime, elle doit faire face à la suspicion de tous, aux accusations de ses agresseurs. « Elle nous a provoqués »... « Elle était d'accord. D'ailleurs, elle a enlevé sa jupe toute seule. » Etc.

Le propos du film n'est pas de terminer en apothéose par la punition des criminels. Depuis qu'elle a décidé de se battre, Nicole n'est plus hantée par des désirs de vengeance. Désormais, elle va mobiliser toute son énergie à se reconstruire, sans illusions, sur le mode discrètement nostalgique du « jamais plus toujours ».

Les violeurs ? Tout laisse penser qu'ils ne regrettent qu'une chose : s'être fait attraper. Sans doute, ils n'ont rien compris. Ils ont eu la malchance de tomber sur une « faiseuse d'histoires », voilà tout. La caméra n'est pas haineuse à leur égard, loin de là. Les quatre hommes ne sont pas incriminés en tant que tels, mais comme profiteurs éhontés d'un rapport de forces entre les sexes.

Non, toutes les femmes de ce film ne sont pas sublimes ni tous les hommes abjects. Opprimées, dévalorisées depuis des millénaires, les femmes sont coupables de s'être tues. Victimes de mères en filles, elles sont coupables d'avoir accepté cette place en essayant, dans le cadre de leur oppression, de s'aménager le maximum de petits avantages. « Tu sais me prendre, toi », constate, ravi, l'un des violeurs à sa jeune femme qui vient de lui arracher la promesse d'une machine à laver en échange d'« un gros calin ». Pour Nicole, une certitude s'installe : femmes achetées, femmes possédées et femmes prises — avec ou sans leur consentement — sont les diverses facettes d'une même oppression.

La logique du système n'épargne pas les hommes. Conditionnés à se prendre pour des sur-mâles, ils le sont, et dès leur naissance. Piégés par le mythe de la virilité triomphante, beaucoup d'entre eux s'essoufflent, épuisés par la nécessité d'être toujours à la hauteur, sans cesse menacés par la « panne », sujet de toutes leurs angoisses. De là à se rassurer par tous les moyens, notamment en opprimant un peu, beaucoup, passionnément, à la folie, il n'y a qu'un pas qu'ils franchissent tous. Modestement, le plus souvent. Mais la porte est ouverte à tous les possibles. Tyrans domestiques et violeurs sortent du même moule. Dans ce rapport de violence, tout homme est un violeur qui s'ignore et toute femme une violée en puissance.

Une conclusion dérangeante qui n'a pas attiré à Yannick Bellon que des sympathies, on s'en doute. Mais, comme il ne fait pas bon se déclarer misogyne de nos jours, faute d'oser s'en prendre au fond, les critiques se sont concentrées sur la forme : un bon dossier, paraît-il, mais un film assommant.

Le public, lui, ne s'y est pas trompé. Contre tous les pronostics, les salles sont pleines. Sauf à Saint-Lazare, dans un cinéma pornographique, où les habitués ont menacé de ne plus revenir si on leur projetait encore des films de ce genre ! Un pari gagné à la force du poignet par une femme et son équipe.

Une brèche sérieuse réalisée dans le mur du silence. Avec — au-delà des culpabilités, des blocages et de la haine — la vision furtive d'un monde où la guerre des hommes et des femmes n'aurait pas lieu.

CHRISTINE COTTIN

au risque de vous plaire



livres

Des nouvelles de l'édition

Les Humanoïdes associés.

Une jeune maison. Elle publie des albums de bandes dessinées : « la Baronne Sted » de Jim, « Polonius » de Picaret et Tardi, « Quatre Jours pour sauver la planète » de Frank Hampson, « les Naufragés du temps » de Paul Gillon, « Rêves de satin » de Will Eisner, « Là-bas » de Philippe Druillet et « la Main verte » de Nicole Claveloux.

Côté littérature, dans leur collection « la Bibliothèque aérienne », les Humanoïdes associés ont sorti de l'oubli des Jules Verne et un Edgar Poe quasiment inconnus. Ils viennent de nous rendre « les Mohicans de Babel » de Gaston Leroux et « l'Epave de Cynthia » de Jules Verne. Les deux prochains ouvrages sortiront le 17 février : « l'Ile à hélice » et « le Serpent de mer » de Jules Verne.

La série « Speed 17 » est consacrée à l'Amérique contemporaine : « le Démon » d'Hubert Selby Junior (l'auteur de « Last exit to Brooklyn ») et « Postier » de Charles Bukowski ouvrent cette collection.

Hors série, « la Rivière du hibou », une anthologie d'Ambrose Bierce, révèle un Américain dans la lignée de Kipling.

Enfin, les Humanoïdes associés donnent dans le « thriller » ; ils ont entrepris la publication des livres d'Eric Ambler, un auteur très admiré par Alfred Hitchcock. Après « N'envoyez plus de roses » et « le Masque de Dimitrios », c'est « Epitaphe pour un espion » qui paraîtra le 1er mars.

Editions du Square.

Là sont édités les albums des collaborateurs de « Charlie-Hebdo » (Wolinski, Reiser, le professeur Choron, etc.). Là a été lancée une collection d'albums intitulée « Charlie spécial ». José Munoz et Carlos Sampayo ont inauguré la série avec « Allack Sinner ». « Zil Zelub », de Guido Buzelli, a suivi. Le troisième titre est maintenant en librairie : « Tous en scène ! », de Hugot.

Edition-librairies Alternatives/Parallèles (36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris).

Vient d'y paraître le volume 3 du « Catalogue des ressources ». Le premier traitait de nos rapports avec la terre et la matière : nourriture, vêtements, transports, habitat... Le deuxième de la vie en collectivité : éducation, médias, création... Le troisième est axé sur l'intériorité des humains : la santé, la sexualité, le psychisme et les champs de la conscience.

Editions Kesselring (60, rue de la Plaine, 1400 Yverdon, Suisse).

« Ici et maintenant » : une nouvelle collection de science-fiction, dirigée par Bernard Blanc. Quatre ouvrages déjà parus, Trois livres collectifs : « Ciel lourd, béton froid », « Planète socialiste » et « Quatre Milliards de soldats ». Et une revue : « Alerte ». Une nouvelle génération d'écrivains français de la S.f. se lève.

*** Garnier-Flammarion.**

Les derniers titres parus dans la collection « Texte intégral » : « Chroniques italiennes » de Stendhal, « Contes et entretiens » de Diderot et « Vers et prose » de Mallarmé.

*** 10-18**

Au nombre des récentes livraisons de cette série de poche, quelques ouvrages importants à retenir : « la Chambre à bulles », de Pierre Fresnault-Deruelle, un essai sur les bandes dessinées ; « l'Aliénation artistique », de Maro Perniola : « Breton-Trotsky », d'Arturo Schwarz, ou l'histoire d'une amitié à travers l'art et la révolution ; « Art sociologique », de Fred Forest ; « le Chevalier de neige », de Boris Vian, un opéra représenté mais jamais publié ; et deux Jules Verne : « les Naufragés du Jonathan », où s'affrontent les thèses anarchistes et socialistes et « Famille Sans-Nom », un plaidoyer pour le Québec libre écrit quatre-vingts ans avant que de Gaulle ne s'en mêle.

*** Gallimard.**

« Au-delà du Nil », de Taha Hussein est le Quarante-sixième ouvrage de la collection « Connaissance de l'Orient », publiée sous l'égide de l'Unesco.

Déjà plus de trois cent quatre-vingts volumes parus dans la collection « Idées ». Dernier titre en date « Crépuscule des idoles » de Friedrich Nietzsche.

« Tel » se nomme la collection. C'est-à-dire « tels qu'ils ont été publiés dans leur édition originale ». Sartre a ouvert le feu avec « l'Etre et le néant ». La collection a ensuite accueilli Merleau-Ponty, Foucault, Goldman, Bettelheim, Le Roy Ladurie, etc. Deux nouveaux titres viennent de sortir : « les Contes de Perrault », de Marc Soriano, et « l'Expérience intérieure », de Georges Bataille.

*** Denoël-Gonthier.**

Depuis des années, Jean-Louis Ferrier dirige la collection « Médiations ». Platon y figure aux côtés de Fernand Léger et Le Corbusier y côtoie André Breton. Ferrier vient de s'y publier par deux fois, en signant lui-même deux analyses de

→



Boris Vian et Mouloudji, vus par Solo.

à ne pas manquer

Chiliens en exil

Tamarugo est le nom du seul arbre qui peut pousser dans le désert d'Atacama, au nord du Chili. En 1977, quatre musiciens chiliens exilés à Paris ont formé le groupe Tamarugo. Ils se produisent à l'Air Libre (3, impasse de la Gaîté, 75014 Paris) les 17 et 18 février à 20 h 30 et le 19 à 18 heures.

Le groupe Inti-Illimani, lui, est né en 1967, dans l'élan du mouvement de la « Nouvelle Chanson chilienne ». Il a participé aux combats de l'Unité populaire. C'est l'une des voix de la Résistance. Il est sur la scène du Théâtre de la Ville, à 18 h 30, du 21 février au 4 mars. Et son dernier disque sort ces jours : « Chile Resistencia » (l'Escargot ESC 366, distribution CBS).

Dans le même temps, les disques de l'Escargot lancent un feu d'artifice chilien. « Te recuerdo Amanda » (l'Escargot ESC 363, distribution CBS), un enregistrement inédit en France de Victor Jara. Un nouveau disque d'Isabel Parra : « Isabel chante Violeta » (l'Escargot ESC 362, distribution CBS). Et un double album « Angel Parra à Paris » (l'Escargot 359, distribution CBS).



Le groupe Inti-Illimani.

Gala pour les Deux-Portes

Une fois de plus, le théâtre des Deux-Portes est menacé. Il doit subsister sans subventions et sans locaux. Expulsée par Chirac à la fin de l'été dernier, l'équipe d'animation ne veut pas offrir au maire de Paris la joie de sa disparition.

Un gala de soutien aux Deux-Portes est organisé ce 17 février à Paris, à la Mutualité, de 19 h à 24 heures. Tous les artistes présents laisseront la recette dans les caisses des Deux-Portes : Rufus, Joan Pau Verdier, Djamel Allam, Christian Dente, Carolyn Carlson, le Théâtre du Soleil, etc.

Tous à la Mutualité contre Chirac !

deux tableaux célèbres : « Picasso-Guernica » et « Holbein-Les ambassadeurs ».

*** Flammarion.**

« Digraphe », nouvelle série dirigée par Jean Ristat, « entend donner la plus grande place aux tentatives de renouvellement de l'écriture de fiction ». Francis Ponge y a signé « Comment une figure de paroles et pourquoi ». Danièle Sollevane y a publié deux livres : « Paysage de ruines avec personnages » et « le Voyage d'Amsterdam ». Mathieu Bénézet aussi : « Dits et récits du mortel » et « l'Imitation de Mathieu Bénézet ». Ce dernier titre vient d'obtenir le prix Fénéon 1978.

*** Larousse.**

Il y a quelques années paraissait « l'Histoire de France » en trois volumes, dirigée par Georges Duby. Elle ressort en librairie en un seul volume, mais sans illustrations.

*** Albin-Michel.**

« Cette machine tue les fascistes », de Woody Guthrie, est sans doute le meilleur des livres parus jusqu'à maintenant dans la collection « Rock et folk ». Il rassemble des histoires, des poèmes, des dessins et, bien sûr, des chansons de Woody Guthrie. « Cette machine tue les fascistes » était la devise que Guthrie avait collée sur sa guitare.



disques

*** Mouloudji : le Bar du temps perdu (BAM 5906, distribution Discodis).**

Mouloudji n'a jamais été ni Boris Vian ni Jacques Prévert, mais son talent et sa présence résistent au temps.

*** David et Dominique : La parole est malade (Polydor 2473 080).**

A l'inverse de Bertin, voici des mots qui dansent, qui font la fête, qui partent en farandole et nous emmène folâtrer. Mais cette légèreté n'est-elle pas un peu artificielle, un peu forcée ? La parole de David et Dominique se porte bien, mais ne guérit rien.

*** Jean Sommer : le Blues du chien (Philips 9101 152).**

Un baladin contre les robots. Qui cherche d'abord à émouvoir et à distraire ; à faire réfléchir aussi. Et qui y parvient. Fébrile, il sait être l'un des chanteurs les plus anxieux, mais aussi l'un des plus humoristiques de la jeune génération.



télévision

VENDREDI 17 FEVRIER

T.f.1

« Les Jeunes Filles », réquisitoire de Montherlant, adapté par Louis Pauwels, qui réveillera les féministes endormies (20 h 30).

Un requiem allemand, concert Brahms (22 h 30).

A. 2

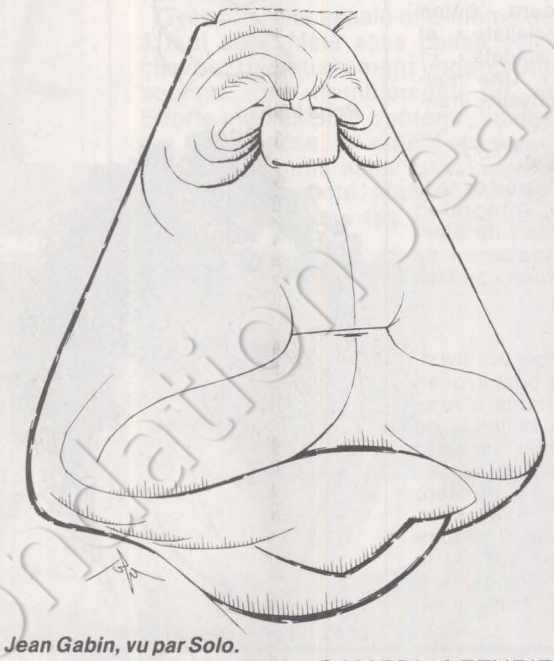
Histoires d'enfance. De Jean Cayrol à Francine Lefèvre, cinq romanciers évoquent leur préhistoire (Apostrophes, 21 h 30).

« Cléo de cinq à sept », film d'Agnès Varda : Une jeune chanteuse qui craint d'avoir un cancer attend le verdict du médecin, et nous dit son angoisse à mots couverts (22 h 50).

F.r. 3

Le plus précieux des biens : la santé. Comment résisterons-nous à l'entassement qui menace le genre humain ? Des médecins répondent (20 h 30).

Laissons forger les forgerons : que font les hommes de fer, maintenant qu'il n'y a plus de chevaux ? (21 h 30).



Jean Gabin, vu par Solo.

SAMEDI 18 FEVRIER

T.f. 1

Des magiciens, variétés : acrobates et prestidigitateurs alternent avec les Frères Jacques (20 h 30).

« La légende des chevaliers aux cent huit étoiles » : le feuilleton japonais nous offre une superbe bagarre autour d'un échafaud (21 h 30).

A. 2

« Régis », dans la série « les Cinq Dernières Minutes » (20 h 35).

F.r. 3

« Le Berger des abeilles », film de Jean-Paul Le Chanois sur les maquisards pyrénéens (15 h).

« Une orange de cinq livres » : il s'agit d'un timbre de grande valeur convoité par une séduisante aventurière (20 h 30).

DIMANCHE 19 FEVRIER

T.f. 1

« La Horse » : Jean Gabin, riche fermier, défend sa terre et les traditions (20 h 30).

Portrait de Gabin illustré par les témoignages de Marcel Carné, Michel Audiard, Bernard Blier, Simone Signoret, Madeleine Renaud (21 h 50).

A. 2

Les mille et une visions de Dali : comment recréer l'infini avec un jeu de miroirs (21 h 40).

F.r. 3

Le baron Jean de Batz, un diable d'homme qui tenta de sauver la reine durant la révolution (20 h).

« La Belle Indifférente » : enquête chez les mariniers anversois et leurs belles amies (20 h 30).

« Un soir, un train », film d'André Delvaux : malgré Yves Montand, Anouk Aimée supporte mal la mélancolie des Flandres (22 h 40).

LUNDI 20 FEVRIER

T.f. 1

Une minute pour les femmes : durant toute la semaine, les excellentes émissions d'Eliane Victor sont consacréeds au vote des femmes (19 h 15).

« Sindbad le Marin » : Douglas Fairbanks Jr. court les mers en quête de fortune et rencontre l'amour (20 h 30).

A. 2

« Racines » : Nat Turner sème la révolte chez les Noirs (21 h 35).

F.r. 3

« La Bataille des Ardennes » : durant l'hiver 1944-1945, les Allemands déclenchent l'offensive de la dernière heure (20 h 30).

MARDI 21 FEVRIER

A. 2

« Le Triangle des Bermudes » : une énigme plus biscornue encore que les rapports intermajoritaires. Le film sera suivi d'un débat (20 h 35).



Simogne Signoret dans « Casque d'Or ».

F.r. 3

« Croc-Blanc » : l'histoire du chien-loup immortalisé par Jack London (20 h 30).

MERCREDI 22 FEVRIER

T.f. 1

Les Bretons à New York : ils mènent le bon combat contre les hot-dogs (22 h 15).

A. 2

Cartes sur table : Michel Poniatowski (20 h 30).

F.r. 3

« Casque d'Or », de Jacques Becker. Au temps des cerises, que Signoret était belle et Reggiani charmeur ! (20 h 30).

JEUDI 23 FEVRIER

T.f. 1

« La Filière », feuilleton de Gilles Perrault : une partie des fuyards atteignent enfin la frontière, mais d'autres se retrouvent en prison (20 h 30).

A. 2

Le Grand Echiquier de Jacques Chancel, avec Julien Clerc, Gérard Depardieu et notre ami Claude Manceron (20 h 35).

F.r. 3

« L'Adieu aux armes », l'admirable roman d'Ernest Hemingway, un peu affadi par le cinéaste Charles Vidor (20 h 30).

LA LIBERTE D'OPINION EST-ELLE MORTELLE ?



Chaque jour des hommes et des femmes, quelque part dans le monde sont jetés en prison, humiliés, torturés et parfois assassinés.

Leur unique crime est de ne pas avoir la race, la religion ou l'opinion politique de ceux qui les oppriment.
Ils n'ont pas eu recours à la violence, mais en sont les victimes.

Amnesty International est un mouvement mondial, financièrement indépendant, sans appartenance politique ou religieuse.
Ses membres luttent pour la libération des prisonniers d'opinion, partout dans le monde, et pour l'abolition de la torture.
Ce combat pour le respect des droits de l'homme est aussi le vôtre.
Aidez-nous par vos dons.

Coll. Fondation Jaurès

AMNESTY INTERNATIONAL

section Française : 18, rue de Varenne - 75007 Paris.

Annonce conçue et réalisée gracieusement à l'initiative de l'agence Navarre & Associés.
L'illustration offerte par Topor, la photogravure par TB Reproduction et Quadri-Service, la typographie par Néotyp. L'espace par ce journal

Je tiens à contribuer à l'action d'Amnesty international en vous adressant un don : moins de 50 F ☐ 100 F ☐ 500 F ☐ et plus.

Nom (facultatif) _____ Adresse _____

_____ Code postal _____ Ville _____

J'adresse à l'ordre de Amnesty international/77 un chèque bancaire barré, un chèque postal ou virement CCP n° 3540860B La Source.

REFLEX 24x36 A CELLULE INCORPOREE, PRESELECTION AUTOMATIQUE, OBJECTIF 6 LENTILLES 2/58



GARANTI PAR COMIX FRANCE

ZENIT EM.

PRIX - QUALITE - PERFORMANCES

Coll. Fondation